

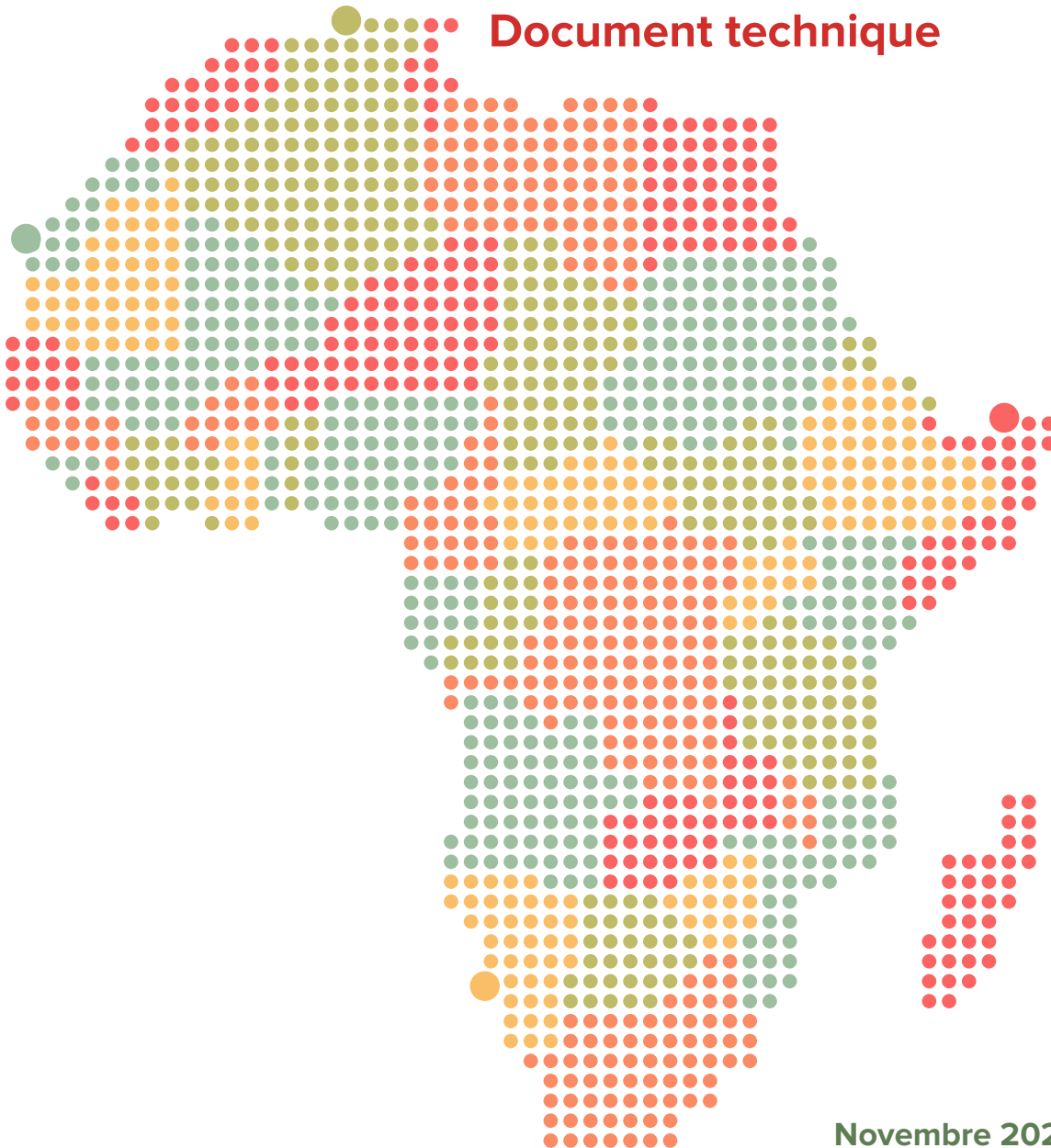


African Group of Negotiators



# ACTION DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE SENSIBLE AU GENRE EN AFRIQUE

Document technique



Novembre 2023

## Auteurs

Dr. Priscilla Mbarumun Achakpa. Avec la consultation et le soutien de : Dr. Chidi Ezegwu, Dr. Rueben Ibaishwa, Anne-Marie Torkwase Abaagu, Chvirter Ukange, Mercy Awazi Abutsa

## Contributions techniques

Jasmin Blessing, Verania Chao and Daisy Mukarakate (PNUD)

## À propos du PNUD

Le PNUD est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, de l'inégalité et du changement climatique. En travaillant avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à construire des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète. Pour en savoir plus, consultez le site [undp.org/fr](https://undp.org/fr) ou suivez-nous sur [@pnudfr](https://twitter.com/pnudfr).

## À propos de la Climate Promise du PNUD

La Climate Promise du PNUD est la plus grande offre mondiale sur le soutien aux CDN, couvrant plus de 120 pays et territoires, représentant 80% de tous les pays en développement à l'échelle mondiale pour améliorer et mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris. Délivrée en collaboration avec une grande variété de partenaires, elle constitue la plus grande offre mondiale de soutien à l'amélioration des promesses climatiques et à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://climatepromise.undp.org/fr> et suivez-nous sur [@UNDPClimate](https://twitter.com/UNDPClimate).

## Avis de non-responsabilité de l'ONU

Tous droits réservés. Cette publication peut être utilisée librement à des fins d'utilisation équitable non commerciale avec mention appropriée du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Toute autre utilisation doit être autorisée par écrit par le PNUD à la suite d'une demande d'autorisation écrite. Toute utilisation du contenu, en tout ou en partie, sur papier ou sous forme électronique, y compris sous toute forme d'affichage en ligne, doit inclure la mention du PNUD pour la publication originale.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les positions du PNUD, du Groupe des négociateurs africains (AGN) ou des divers gouvernements représentés par l'AGN. L'AGN ou les gouvernements qu'il représente ne garantissent pas l'exactitude des données et des informations incluses dans ce travail.

Copyright © PNUD 2023. Tous droits réservés. One United Nations Plaza, New York, NY 10017, USA

CLIMATE  
PROMISE



# Table des matières

<b>Liste des figures.....</b>	<b>4</b>
<b>Acronymes.....</b>	<b>6</b>
<b>Résumé exécutif : Action contre le changement climatique tenant compte de la dimension de genre en Afrique.....</b>	<b>7</b>
<b>Section 1 : Contexte.....</b>	<b>9</b>
1.1 Introduction.....	9
1.2 Méthode.....	9
<b>Section 2 : Égalité des sexes et changement climatique en Afrique.....</b>	<b>11</b>
2.1 Aperçu des effets du changement climatique.....	11
2.2 Genre et changement climatique.....	11
2.3 Une opportunité à saisir.....	12
<b>Section 3: De la politique à l'action.....</b>	<b>13</b>
3.1 Considérations sur l'égalité des sexes dans les CDN de deuxième génération.....	13
3.2 Conditions favorables à une action climatique sensible au genre.....	21
3.3 Analyse de la gouvernance efficace, des politiques intégrées et de la planification inclusive pour une action climatique sensible au genre.....	28
3.4 Défis.....	29
<b>Section 4: Exemples de pays.....</b>	<b>32</b>
<b>Section 5: Renforcement des capacités.....</b>	<b>42</b>
5.1 Besoins des pays africains.....	42
5.2 Le rôle des jeunes négociateurs africains.....	42
<b>Section 6 : Principales conclusions et recommandations.....</b>	<b>45</b>
<b>Références.....</b>	<b>47</b>
<b>Annexe 1 : Aperçu des conditions favorables à une action climatique sensible au genre en Afrique... </b>	<b>49</b>
<b>Annexe 2 : Intégration de la dimension de genre dans les CDN révisées des pays africains.....</b>	<b>50</b>
<b>Annexe 3: Données primaires (entretiens).....</b>	<b>54</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1 : L'état du genre dans les CDN africaines révisées.....	17
Tableau 2 : Vue d'ensemble des conditions favorables à une action climatique sensible au genre en Afrique .....	23
Tableau 3 : Analyse de la gouvernance efficace, des politiques intégrées et de la planification inclusive pour une action climatique sensible au genre en Afrique .....	29

## Liste des figures

Carte 1 : Pays africains couverts par l'étude.....	10
Figure 1 : Le genre dans les CDN révisées des pays africains .....	14
Figure 2 : Nombre de pays africains ayant inclus des considérations relatives à l'égalité des sexes dans leur CDN révisée, par section .....	15
Figure 3 : Nombre de pays africains ayant inclus des actions sensibles au genre liées à l'adaptation et l'atténuation .....	15
Figure 4 : L'approche du PNUD en matière d'intégration du genre.....	28
Figure 5 : Membres des jeunes négociateurs africains, niveau de connaissance du sujet, y compris de la question.....	44
Figure 6 : Etendue des connaissances des jeunes négociateurs africains sur l'égalité des sexes et l'action climatique, y compris le contenu, le contexte et la manière de mener leurs négociations, ainsi que les positions d'autres négociateurs non-africains .....	44
Figure 7 : Etendue des compétences et des stratégies de négociation des jeunes négociateurs africains pour s'engager dans des négociations internationales .....	45

# Remerciements

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer ma profonde gratitude à l'équipe du Groupe des négociateurs africains (AGN) - Fatou Ndeye Gaye, Fatuma Hussein et Monica Schlottau - pour avoir assuré le pilotage nécessaire à l'élaboration de ce rapport technique.

Je tiens également à souligner l'immense contribution de l'équipe du PNUD dirigée par Verania Chao, Jasmin Blessing, Daisy Mukarakate, Excellent Hachileka, Odette Kabaya et Tiangoua Kone, qui ont fourni l'appui technique et financier nécessaire à l'élaboration de ce document dans les plus brefs délais.

Je reconnais également le rôle particulier des points focaux nationaux de l'Afrique à la CCNUCC, des points focaux nationaux pour l'égalité des sexes, ainsi que des ministères, départements, agences et organismes parapublics du gouvernement qui ont accepté d'être interviewés et qui ont également fourni des rapports, des documents et des données à l'appui de ce rapport.

Les organisations de femmes et les groupes de la société civile, les ONG internationales et les autres partenaires internationaux qui ont accepté d'être interrogés et ont fourni des informations méritent également une mention spéciale.

Enfin, nous remercions le Dr Priscilla M Achakpa et son équipe technique, notamment le Dr Rueben Ibaishwa, le Dr Chidi Ezegwu, Anne-Marie Torkwase Abaagu, Chivirter Ukange et Mercy Awazi Abutsa, qui ont été chargés de l'élaboration du rapport.

Mr. Ephraim Mwepya Shitima

Président du Groupe des négociateurs africains

# Acronymes

AFAUT	Secteur de l'Agriculture, la Foresterie et Autres Utilisations des Terres
AGN	Groupe des négociateurs africains
COP	Conférence des Parties
OSC	Organisation de la Société Civile
RRC	Réduction des Risques de Catastrophe
PAES	Plan d'Action pour l'Égalité des Sexes
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GES	Gaz à Effet de Serre
ILM	Gestion Intégrée des Terres
ONGI	Organisation Non-Gouvernementale Internationale
GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat
LT-LEDS	Stratégies de développement et de réduction des émissions à long terme
LWPG	Programme de Travail de Lima Relatif au Genre
MRV	Surveillance, Déclaration et Vérification
S&E	Suivi et Evaluation
PNA	Plan National d'Adaptation
CDN	Contribution Déterminée au Niveau National
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
REDD+	Réduction des Émissions causées par le Déboisement et la Dégradation des forêts
ODD	Objectifs de Développement Durable
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

# Résumé exécutif

Ce résumé fournit une vue d'ensemble du document technique du PNUD intitulé "Action sur le changement climatique tenant compte de la dimension de genre en Afrique". Le document explore les engagements en matière de genre pertinents pour les nations africaines, les conditions nécessaires pour soutenir les actions climatiques sensibles au genre, et la mise en œuvre de mesures d'adaptation et d'atténuation tenant compte de la dimension de genre dans différents secteurs. Il souligne le renforcement des capacités des membres du Groupe africain de négociateurs (AGN) et présente des exemples d'actions climatiques sensibles au genre menées avec succès par des pays africains.



## Conclusions et analyse principales

Le document se concentre sur le passage de la politique à l'action. Il propose une analyse complète des conditions requises pour mettre en œuvre sur le terrain des actions d'adaptation et d'atténuation du climat tenant compte de la dimension de genre. Il met également en lumière les meilleures pratiques des pays africains qui mettent l'accent sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de stratégies climatiques tenant compte de la dimension de genre. L'étude présente des études de cas et des leçons tirées des efforts déployés par les pays africains pour mettre en œuvre des actions de lutte contre le changement climatique tenant compte de la dimension de genre.



## Méthodologie

L'analyse s'appuie sur un examen approfondi de la littérature existante et des données primaires recueillies dans 13 pays sélectionnés. Ces pays ont été choisis sur la base de critères tels que l'intégration des considérations de genre dans les principales politiques climatiques, les engagements nationaux et les approches de financement du climat. Les données primaires comprennent une enquête sur les expériences et les capacités des jeunes négociateurs africains, ainsi que des consultations et des entretiens d'experts avec des représentants des gouvernements, des organisations de la société civile (OSC), des partenaires de développement et des ministères concernés.

Au total, 21 jeunes négociateurs africains ont participé à une enquête en ligne, tandis que 31 entretiens d'experts ont été menés dans les 13 pays sélectionnés.



## Principales conclusions et recommandations

Le document présente des conclusions et des recommandations importantes pour renforcer les actions climatiques tenant compte de la dimension de genre en Afrique :

- **Renforcement des capacités** : La réussite des actions de lutte contre le changement climatique tenant compte de la dimension de genre exige le renforcement des capacités des décideurs politiques, des institutions et des parties prenantes. La formation régulière, le mentorat et la collaboration avec les OSC et les universités sont essentiels. La nomination de spécialistes de l'égalité des sexes dans le domaine du changement climatique au sein des secteurs concernés peut également renforcer les capacités.
- **Cadre africain de suivi et d'évaluation par les pairs** : Il est essentiel de proposer un cadre africain de suivi et d'évaluation par les pairs. Cette initiative impliquerait des groupes sous-régionaux composés d'universitaires, d'OSC et d'agences gouvernementales. Le cadre examinerait périodiquement les questions de genre dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) et donnerait des conseils sur les améliorations à apporter aux politiques.

- **Analyse globale du genre :** Il est essentiel d'accorder la priorité à une analyse complète de l'égalité entre les hommes et les femmes. Au-delà du dénombrement des personnes touchées, une compréhension plus approfondie de la dynamique du pouvoir, de l'accès aux ressources et des disparités en matière de prise de décision est nécessaire pour que les interventions soient efficaces.
- **Intégration de la dimension de genre dans les projets climatiques :** Les considérations de genre doivent être intégrées dans les résultats, les activités et les indicateurs des projets. Les activités, les résultats et les indicateurs spécifiques au genre doivent être définis lors de la planification du projet afin de mesurer les progrès de l'intégration.
- **Budgétisation tenant compte de la dimension de genre :** Il est recommandé d'allouer des fonds spécifiques aux activités tenant compte de la dimension de genre au sein des ministères et des agences. Des lignes directrices claires devraient être fournies pour garantir un ciblage stratégique de tous les groupes de population.
- **Collecte de données ventilées par sexe :** L'amélioration de la collecte, de l'analyse et de la communication de données ventilées par sexe est essentielle pour mesurer les progrès réalisés en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Les éléments relatifs à l'égalité des sexes devraient être intégrés dans les processus de suivi et d'évaluation.
- **Coordination et synergie :** Le renforcement de la collaboration et de la coordination entre les ministères, les agences et les points focaux de la CCNUCC sur les questions de genre est important pour garantir une mise en œuvre efficace.
- **Renforcement des capacités des jeunes négociateurs :** Il est essentiel de renforcer les capacités des jeunes négociateurs africains et de soutenir leur participation à la COP et aux négociations sur le climat. Cela renforcera leur rôle au sein de l'AGN et favorisera une représentation diversifiée.

En conclusion, le document technique du PNUD souligne l'importance d'une action climatique tenant compte de la dimension de genre en Afrique et fournit des informations et des recommandations précieuses pour combler les lacunes en matière de genre dans les politiques et les stratégies climatiques. Le document met l'accent sur le renforcement des capacités, l'analyse complète, l'intégration des considérations de genre et les efforts de collaboration entre les secteurs pour réaliser des progrès significatifs dans les actions de lutte contre le changement climatique tenant compte de la dimension de genre sur tout le continent.



# Section 1 : Contexte

## 1.1 Introduction

Ce document analyse les engagements en matière de genre des pays africains, les conditions favorables à la mise en œuvre d'actions climatiques sensibles au genre, et la sensibilité au genre des actions d'adaptation et d'atténuation dans différents secteurs. Il examine également le système de renforcement des capacités et de soutien des membres du Groupe africain de négociateurs (AGN) et met en lumière des exemples d'actions climatiques sensibles au genre mises en œuvre par les pays africains qui contribuent à la réalisation des objectifs et des engagements climatiques de l'Afrique, ainsi que de l'Accord de Paris et du Programme de travail de Lima renforcé sur le genre (LWPG) de la CCNUCC et de son Plan d'Action sur le Genre (PAG).

Le document se concentre également sur la manière dont les pays passent de la politique à l'action. Il fournit une analyse complète des conditions nécessaires à la mise en œuvre d'actions d'adaptation et d'atténuation sur le terrain, tout en identifiant les meilleures pratiques dans le développement et la mise en œuvre de politiques et de stratégies climatiques sensibles au genre. Les résultats, les études de cas et les enseignements présentés reflètent les efforts déployés par les pays africains pour mettre en œuvre des actions climatiques sensibles au genre. Sur la base de ces résultats, des recommandations sont formulées sur la manière de combler les écarts persistants entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'action climatique en Afrique.

## 1.2 Méthode

Ce document s'appuie sur un examen approfondi de la littérature et des données primaires recueillies dans 13 pays (voir Carte 1). Les pays ont été sélectionnés à titre volontaire sur la base de leurs plans d'action nationaux en matière de genre (GAP) et/ou de l'articulation et de l'intégration des considérations d'égalité entre les hommes et les femmes dans leurs CDN mises à jour et dans d'autres politiques climatiques clés et instruments de planification. Par exemple, les plans nationaux d'adaptation (NAP), les stratégies de développement et de faibles émissions à long terme (LT-LEDS), le financement du climat et la budgétisation sensible au genre. Certains pays très actifs en matière d'intégration de la dimension de genre dans les politiques et la prise de décision, mais qui ne sont pas très bien connus ou qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport adéquat, ont également été sélectionnés. Il s'agit notamment des pays qui ont soumis l'examen à mi-parcours à la CCNUCC, conformément au pacte climatique de Glasgow.<sup>1</sup> Sur la base de ces critères, les pays ont été sélectionnés en consultation avec le PNUD et le groupe des négociateurs africains.

Les données primaires consistent en une enquête auprès de jeunes négociateurs africains afin de comprendre leurs expériences et leurs capacités. Il s'agit également de consultations et d'entretiens avec des experts clés représentant des gouvernements, des organisations de la société civile (OSC), des partenaires de développement, des points focaux nationaux et de genre de la CCNUCC, des ministères du genre et de la situation de la femme, et des ministères de l'agriculture et des ressources en eau. Au total, 21 jeunes négociateurs africains ont répondu à l'enquête, qui a été publiée en ligne et remplie par les répondants. Les entretiens avec les experts ont permis d'explorer les capacités, l'expérience et l'engagement des pays dans la mise en œuvre d'une action climatique sensible au genre. Au total, 31 entretiens ont été menés dans les 13 pays. Il convient de noter que si 15 pays africains ont été initialement sélectionnés, seuls 13 d'entre eux ont répondu à l'enquête, mené à bien le processus et accordé des entretiens clés avec des experts.

1. Les nations ont adopté [le pacte climatique de Glasgow](#) qui vise à faire des années 2020 une décennie d'action et de soutien en faveur du climat.

Carte 1: Pays africains couverts par l'étude



## Section 2 : Égalité des sexes et changement climatique en Afrique

### 2.1 Aperçu des effets du changement climatique

Au niveau macroéconomique, le développement socio-économique des pays africains a continué d'être confronté à des défis importants en raison du changement climatique, principalement en raison de la forte dépendance à l'égard des secteurs sensibles au climat, tels que la foresterie et l'agriculture, et des faibles capacités d'adaptation. Parallèlement, au niveau local, des millions de ménages dont les moyens de subsistance dépendent des systèmes

d'agriculture pluviale sont également extrêmement vulnérables.

Vu que les effets du changement climatique ne font que s'accroître, les gouvernements africains, les organisations de développement et la société civile sont de plus en plus nombreux à réclamer - et à promouvoir - un soutien et des solutions à plus grande échelle.

### 2.2 Genre et changement climatique

Le changement climatique et l'inégalité entre les hommes et les femmes sont des défis complexes, de plus en plus considérés comme liés les uns aux autres. Ils nécessitent une approche intégrée qui renforce la résilience tout en promouvant les droits de l'homme et la justice, en particulier pour les personnes déjà marginalisées.

Les hommes et les femmes ne sont pas touchés de la même manière par le changement climatique, compte tenu de leurs rôles et responsabilités différentes au niveau du ménage et de la communauté. Les femmes sont généralement considérées comme des victimes du changement climatique et souffrent de manière disproportionnée de ses effets parce qu'elles sont moins capables de s'adapter. Leur vulnérabilité est en partie attribuée à leur forte représentation dans l'emploi informel ou dans les activités économiques basées sur les ressources naturelles ou l'agriculture, ainsi qu'à un niveau d'éducation plus faible. Les femmes sont également confrontées à des contraintes financières et à des ressources plus importantes, à des niveaux d'accès à l'information plus faibles et à un pouvoir de décision moindre au sein de leur foyer et de leur communauté (Ganle et al., 2015 ; Demirgüç-Kunt, et al, 2018 ; Ilesanmi, 2018 ; African Union, 2020 ; Seidu et al., 2022).

Néanmoins, les femmes possèdent des connaissances locales considérables qui sont pertinentes pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. En fait, en matière d'action climatique et de développement durable, les connaissances locales, culturelles et environnementales des femmes, ainsi que leurs stratégies de survie, sont

des ingrédients majeurs pour le rétablissement et la résilience (PNUD, 2016 ; Département du changement climatique, Ministère Fédéral de l'Environnement, Nigéria, 2021).

Le changement climatique devrait aggraver la pauvreté et les inégalités, les femmes et les hommes étant touchés de différentes manières, ce qui rend souvent les femmes plus vulnérables en raison des différences de rôles et de responsabilités socioculturels et économiques. Le PNUD et ONU Femmes soulignent tous deux que les inégalités entre les sexes se croisent avec les risques et les vulnérabilités climatiques, ce qui pourrait contribuer à exacerber les schémas existants de désavantage entre les sexes.

Ainsi, si les femmes et les hommes sont affectés différemment par le changement climatique, ils contribuent également différemment à l'action climatique.

Les femmes et les hommes connaissent des niveaux différents d'exposition, de vulnérabilité et de résilience aux risques climatiques et aux impacts du changement climatique en raison des différences de genre en matière de droits, de responsabilités et d'opportunités. Les femmes sont plus vulnérables au changement climatique en raison de leurs "désavantages historiques, de leur accès limité à la prise de décision et au contrôle des ressources environnementales et économiques, et de leurs droits restreints" (Antwi-Agyei et al., 2021). Elles sont plus ou moins vulnérables en raison des différences de charge de travail, d'accès et de contrôle des biens et ressources productifs, de participation à la

prise de décision au sein du ménage et d'accès à l'information et à la technologie.

Il faut également noter que les diverses formes de violence sexiste subies par les femmes et les filles ont tendance à augmenter dans les situations de crise et de conflit en raison de l'exacerbation des inégalités et des vulnérabilités extrêmes (Desai et Mandal, 2021). En Afrique du Nord, en particulier en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, l'UNICEF (2022) rapporte que "des filles de douze ans à peine sont forcées de se marier et de subir des mutilations génitales féminines (MGF) à des "taux alarmants" dans la Corne de l'Afrique, alors que la sécheresse la plus grave depuis quarante ans pousse les familles au bord du gouffre"<sup>2</sup>. Au Liberia, on a constaté que le changement climatique avait un impact plus important sur les femmes parce qu'elles constituent le groupe qui dépend le plus des ressources naturelles pour sa subsistance et/ou qui a le moins de capacité à répondre aux risques naturels, tels que les glissements de terrain, les inondations et l'érosion. Malgré cela, des efforts suffisants n'ont pas été déployés pour relever certains de ces défis et mettre en œuvre le plan d'action pour l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau national.

La vulnérabilité des femmes en Afrique est déterminée non seulement par leur sexe, mais aussi par leur appartenance ethnique, leur religion, leur classe sociale, leur lieu de résidence, leur âge et leur orientation sexuelle. Les femmes rurales

## 2.3 Une opportunité à saisir

Les pays africains ont fait preuve d'un certain engagement dans la promotion de l'égalité des sexes et ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. L'Union africaine a également élaboré son "[Protocole sur les droits de la femme en Afrique](#)", ratifié par plus de la moitié des pays du continent. L'Union africaine a également déclaré la période 2010-2020 [Décennie de la femme africaine](#).

Au niveau local, l'UNESCO (2017, p.10) observe que les femmes " effectuent la majorité des activités agricoles, possèdent un tiers de toutes les entreprises et sont essentielles au bien-être de leur famille et aux perspectives de vie de leurs enfants ", mais qu'elles continuent de " se heurter à toute une série d'obstacles qui les empêchent de réaliser pleinement

sont très exposées en raison de la nature de leurs responsabilités domestiques, de l'augmentation des travaux agricoles résultant des effets du climat et de la migration des hommes, qui a des conséquences sur la nutrition de la famille, la garde des enfants et l'éducation. Les femmes des États fragiles d'Afrique subsaharienne sont particulièrement confrontées à des défis plus importants en raison de la capacité limitée de l'État à répondre à l'impact des chocs climatiques et de la hausse des températures (Maina et Enrullahu, 2022).

Les pays africains ont soutenu et continuent de soutenir les actions climatiques qui promeuvent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des groupes vulnérables. Avec le soutien des organisations internationales, les gouvernements et les acteurs de la société civile ont renforcé leurs politiques nationales et leurs mécanismes institutionnels. Ils ont planifié des actions climatiques sensibles au genre et renforcé les capacités nationales, en faisant des efforts pour intégrer l'égalité des sexes dans tous les domaines. Des pays ont également élaboré des plans d'action sur le changement climatique et l'égalité des sexes (par exemple, le Nigeria, le Kenya, la Gambie, la Zambie et le Zimbabwe). Plus de vingt pays africains ont intégré des considérations de genre, à différents niveaux, dans leurs CDN actualisées et soutiennent des programmes sensibles au genre dans les domaines de l'agriculture intelligente face au climat et de l'énergie propre.

leur potentiel, allant de pratiques culturelles restrictives à des lois discriminatoires et à des marchés de travail très segmentés ". Schalatek (2022) note que les femmes d'Afrique subsaharienne restent les principales productrices agricoles, puisqu'elles assurent environ 80 % de la production alimentaire de l'Afrique subsaharienne.

Il convient de noter que de nombreux pays d'Afrique ont atteint la parité hommes-femmes dans l'enseignement primaire et que le pourcentage de femmes dans les parlements de certains pays est en augmentation. (International IDEA, 2021 ; Madsen, 2021). Toutefois, dans la pratique, l'inégalité entre les sexes reste importante en Afrique et les progrès vers la parité entre les sexes sont inégaux. Une grande partie du travail des africaines n'est pas rémunérée

2. Voir <https://www.unicef.org/press-releases/child-marriage-rise-horn-africa-drought-crisis-intensifies>

et est sous-payée, les femmes travaillant deux fois plus longtemps que leurs homologues masculins, tandis que l'écart de rémunération reste très important (Banque africaine de développement, 2016 ; OIT, 2018). En 2018, l'Organisation internationale du travail (OIT) a noté que 68 % des agents de santé communautaire d'Afrique subsaharienne étaient des femmes, dont 59 % qui n'avaient qu'un niveau d'éducation primaire. En outre, la majorité d'entre elles effectuaient un travail non rémunéré, dont environ 43 % qui recevaient des incitations non monétaires. Le rapport note également que les femmes africaines sont jusqu'à 3,4 fois plus impliquées dans le travail de soins non rémunéré que les hommes. En outre, si le travail de soins non rémunéré est ajouté au travail rémunéré, les femmes travaillent plus d'heures, le ratio du travail total (rémunéré et non rémunéré) étant d'environ 1:19, hommes-femmes (OIT, 2018).

Il a également été observé que les femmes africaines ont été parmi les premières à subir les effets du changement climatique sur les processus et la production agricoles. En raison de leur dépendance à l'égard des ressources

naturelles, les femmes des zones rurales ont subi les effets les plus importants des changements saisonniers, ce qui les rend les plus vulnérables au changement climatique. À cet égard, leur rôle central dans la promotion et l'accélération de l'adaptation et de l'atténuation est indiscutable (Steady, 2014).

Pour renforcer la contribution des femmes et leur capacité d'adaptation, il faut augmenter le financement des projets et programmes d'adaptation dans les zones rurales. Il est donc essentiel d'aborder les questions relatives à la sécurité alimentaire et aux besoins de développement agricole en accordant une attention particulière à la dynamique de genre de la production et de la distribution alimentaires au niveau des ménages, des communautés et des marchés (Schalatek, 2022). En outre, il est essentiel d'appliquer une perspective sensible au genre aux instruments de financement du climat qui fournissent des fonds d'adaptation, sans quoi les tendances existantes à la discrimination à l'égard des femmes risquent d'être exacerbées et de menacer leurs droits (Schalatek, 2022).

## Section 3 : De la politique à l'action

Aborder les questions liées au changement climatique de manière significative est un processus complexe qui nécessite une planification et une coordination à long terme aux niveaux mondial, national et local. L'objectif de la politique climatique est d'atténuer efficacement les émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'accroître la résilience climatique, grâce à des stratégies complémentaires d'adaptation et d'atténuation.

Pour intégrer l'égalité des sexes dans l'action climatique, il faut comprendre les dimensions et les impacts différentiels du changement climatique, prendre des dispositions politiques conscientes et pertinentes à leur égard et veiller à ce que les plans et les budgets soient fournis, y compris l'identification claire, la hiérarchisation et l'évaluation des coûts des mesures.

### 3.1 Considérations sur l'égalité des sexes dans les CDN de deuxième génération

#### Intégration de la dimension de genre dans les CDN : L'Afrique ouvre la voie

Cette section décrit les tendances actuelles et les considérations de genre dans la version la plus récente et révisée dans les NDC, soumis par les pays africains à la CCNUCC

d'engagement. Les données rassemblées par le PNUD montrent qu'en Afrique, le genre est mieux intégré dans les CDN révisées que dans les premières soumissions.

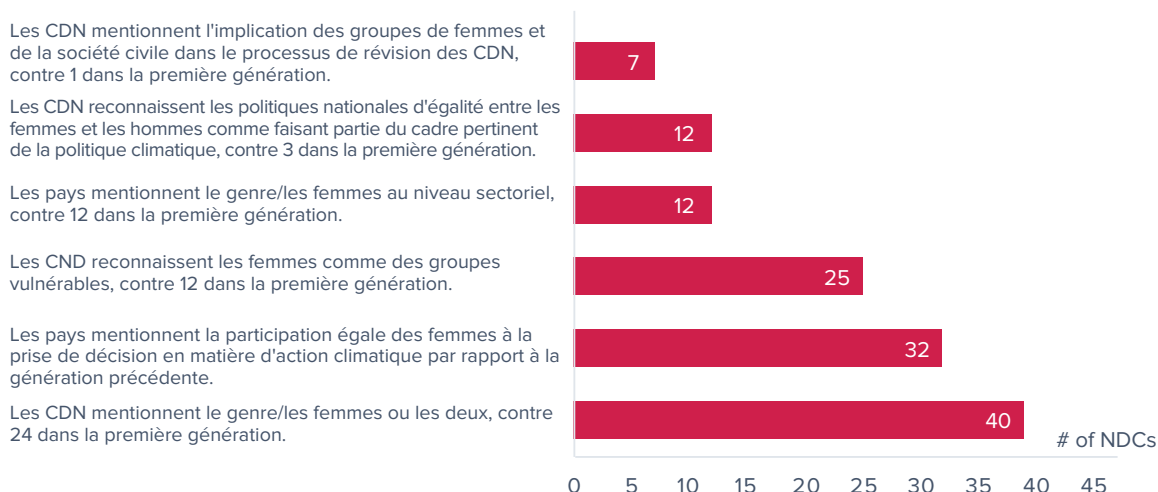
Depuis 2015, les pays africains ont commencé à intégrer des initiatives en faveur de l'égalité des sexes dans l'action climatique, à différents niveaux

Une analyse interne du PNUD (2023) des CDN des pays africains indique que de nombreuses soumissions révisées ont fait preuve d'un

engagement positif sur les questions de genre. Comme le résume la figure 1, 40 des 41 pays africains qui ont soumis leur CDN actualisée avant le 1er août 2023 ont inclus des considérations de genre, dont 34 en rapport avec l'adaptation et 27 en rapport

avec l'atténuation. Des actions spécifiques visant à renforcer l'autonomie des femmes par l'accès aux ressources, à la formation et aux compétences ont été observées dans les CDN révisées de 21 pays.

**Figure 1: Le genre dans les CDN révisées des pays africains**



### Dimensions et éléments liés au genre

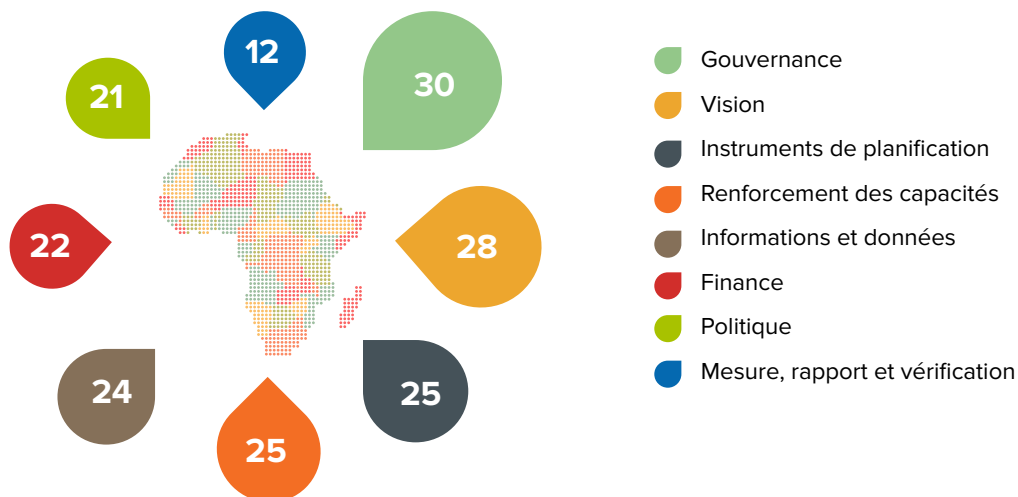
L'analyse note que la prise en compte du genre dans la deuxième génération de CDN des pays africains est un signe positif de changement, bien que les CDN ne soient que le début d'un parcours.

Comme le montre la figure 2, les questions de genre ont été abordées dans de nombreuses sections CDN. Le genre n'a pas seulement été considéré comme un principe ou une question transversale, mais de nombreux pays ont également inclus des actions

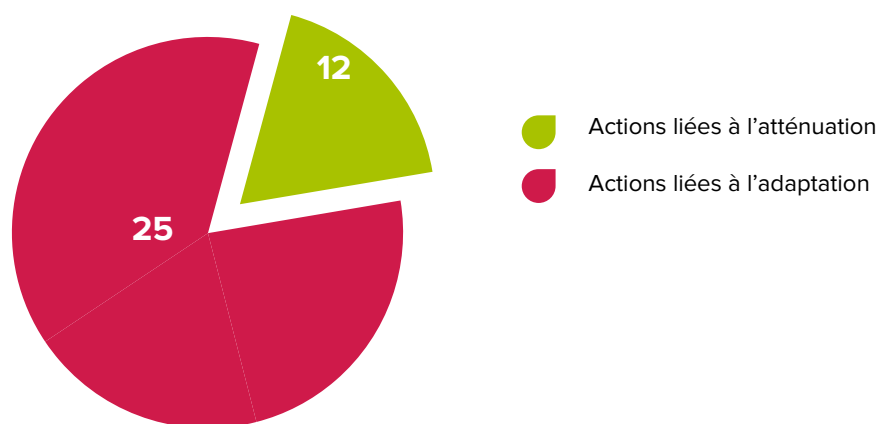
visant à promouvoir l'égalité des sexes dans la mise en œuvre des CDN (par exemple, en ce qui concerne la gouvernance, la planification, le renforcement des capacités et le financement).

Au total, 25 pays ont inclus des actions ou des mesures/réponses liées à l'adaptation, tandis que 12 ont inclus des actions ou des mesures/réponses liées à l'atténuation (figure 3).

**Figure 2 : Nombre de pays africains ayant inclus des considérations relatives à l'égalité des sexes dans leur CDN révisée, par section**



**Figure 3 : Nombre de pays africains ayant inclus des actions sensibles au genre liées à l'adaptation et l'atténuation**



L'analyse indique aussi que cinq pays africains ont reconnu les contributions différenciées des hommes et des femmes à la réduction des émissions dans leurs CDN. Elle propose donc des actions visant à mettre en évidence et à promouvoir ces contributions.

Si sept CDN reconnaissent les contributions différenciées des hommes et des femmes à la résilience et proposent des actions pour les promouvoir, onze

CDN reconnaissent les vulnérabilités différenciées des hommes et des femmes et proposent des actions pour les réduire.

Cinq autres CDN comprennent des objectifs climatiques qui visent à réduire les inégalités entre les sexes ou à renforcer l'autonomie des femmes, ainsi que des actions visant à promouvoir ce changement.

### Le genre dans les secteurs des CDN africaines

Certaines tendances intéressantes sont apparues dans le cadre de l'analyse des CDN africaines soutenue par l'initiative mondiale Climate Promise du PNUD.

Un nombre croissant de CDN ont souligné l'importance d'incorporer une action climatique sensible au genre dans des secteurs spécifiques, y compris :

- L'agriculture
- L'aquaculture
- L'énergie
- La sécurité alimentaire
- Les ressources en eau douce
- La santé humaine
- L'eau
- L'élevage et la pêche
- La biodiversité et les écosystèmes
- L'utilisation des sols et la foresterie
- La réduction des risques de catastrophes
- Les déchets

#### Exemples d'actions visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, mises en œuvre lors de l'examen des CDN

- **Le Kenya** a élaboré des actions sensibles au genre dans les six domaines prioritaires de la CDN que sont la foresterie, l'eau, les transports, les déchets, l'énergie et l'agriculture.
- Le Ministère du Genre du **Malawi** met en œuvre l'égalité des sexes dans l'agriculture et les projets d'action climatique, en accordant une attention particulière aux besoins et aux préoccupations des femmes, au boisement et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il encourage également une plus grande inclusion, les femmes représentant 60 % des bénéficiaires des projets.
- **Le Nigeria** a mis en place des bureaux de l'égalité des sexes dans toutes les autorités de développement des bassins fluviaux (RBDA) du pays, qui dispensent régulièrement des formations et des informations sur les questions d'égalité des sexes aux groupes de base.

- **La Gambie** a créé le Ministère de l'Égalité des Sexes, de l'enfance et de la protection sociale. Il a également mis en place des formations pour sensibiliser à la relation entre le genre et les vulnérabilités aux impacts du changement climatique, ainsi qu'aux stratégies d'adaptation et aux activités de gestion basées sur l'écosystème mises en œuvre dans différentes régions.
- **L'Ouganda** utilise un cadre de certificat de genre et d'équité pour guider son processus budgétaire : pour obtenir un financement, le proposant de chaque activité dans le budget doit présenter un certificat qui montre dans quelle mesure l'activité proposée est conforme au genre et à l'inclusion sociale.
- Le secteur de l'eau de **la Zambie** dispose d'une division chargée des questions de genre, qui collabore avec d'autres agences de développement sur les objectifs de la CDN liés au genre et au changement climatique. Cette division renforce les capacités des autres acteurs sectoriels afin qu'ils comprennent mieux comment ils peuvent intégrer concrètement la dimension de genre dans l'action climatique.

Le calendrier de la plupart des CDN révisées des pays africains s'étend de 2021 à 2030. Le tableau 2 résume l'état de l'égalité des sexes dans les CDN africaines révisées.

**Tableau 1 : L'état du genre dans les CDN africaines révisées**

Pays	Cadre temporel	Processus de consultation	Comment l'égalité des sexes est incluse dans les CDN révisées
<b>Afrique Centrale</b>			
<b>Cameroun</b>	2016 – 2030	N/A	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prennent note de la vision d'adaptation du Cameroun pour 2035, qui vise à renforcer la résilience et la capacité des femmes, des enfants et des groupes vulnérables à s'adapter aux effets négatifs du changement climatique.</li> <li>• Prennent note de l'adaptation de la politique nationale en matière de genre et de la réduction de la vulnérabilité des femmes au changement climatique.</li> <li>• Prennent note du fait que le Ministère de l'Émancipation des Femmes et de la Famille est considéré comme un acteur chargé de soutenir la mise en œuvre de la politique.</li> <li>• Mentionnent le rôle des femmes et de la société civile dans le soutien à la mise en œuvre et au suivi.</li> </ul>
<b>République Démocratique du Congo</b>	2021 – 2030	Supervisé par le gouvernement, y compris la collecte de données et une large consultation des parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intègrent l'égalité des sexes et la participation des jeunes et des peuples autochtones en tant qu'éléments clés de la mise en œuvre.</li> <li>• Le Ministère de l'Égalité des Sexes soutiendra la réduction de l'écart entre les hommes et les femmes dans les activités d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.</li> <li>• Décrit le cadre politique national en matière d'égalité des sexes.</li> <li>• Le système MRV prend en compte les impacts sociaux, y compris l'intégration des dimensions de genre.</li> <li>• Le système MRV tient compte des impacts sociaux, y compris de l'intégration de la dimension de genre.</li> </ul>



Pays	Cadre temporel	Processus de consultation	Comment l'égalité des sexes est incluse dans les CDN révisées
<b>Afrique de l'Est</b>			
<b>Kenya</b>	2021 – 2030	Il a appliqué une approche sectorielle à l'échelle de l'ensemble du gouvernement, impliquant les principaux ministères, départements, agences et gouvernements locaux. Des consultations spéciales ont été organisées pour les jeunes et la société civile avec le secteur privé. Des représentants de groupes de femmes et de peuples autochtones ont également été consultés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prennent note du fait que les groupes de genre présentent des vulnérabilités différentes face au changement climatique, mais aussi des capacités différentes à contribuer à l'action climatique.</li> <li>• Prennent note du fait que les lois nationales sur l'égalité des sexes et les mesures d'adaptation et d'atténuation doivent être mises en œuvre d'une manière qui tienne compte de la dimension de genre dans tous les secteurs et jusqu'au niveau local.</li> <li>• Soulignent l'importance de la dimension de genre dans l'adaptation et propose des actions concernant les filets de sécurité dans les fonds de lutte contre le changement climatique, le renforcement de l'accès au financement climatique et la promotion d'un transfert de technologies tenant compte de l'égalité entre les hommes et les femmes.</li> </ul>
<b>Ouganda</b>	2021 – 2030	Il a également appliqué une approche sectorielle à l'échelle de l'ensemble du gouvernement, avec des consultations spéciales avec les jeunes, la société civile et le secteur privé. Les consultations sectorielles ont été structurées en quatre groupes : AFOLU et zones humides ; énergie et transport, déchets et IPPU ; et eau, santé, villes et réduction des risques de catastrophe. Des représentants de groupes de femmes et de peuples autochtones ont également été consultés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prennent note du fait que les groupes de genre présentent des vulnérabilités différentes face au changement climatique, mais aussi des capacités différentes à contribuer à l'action climatique.</li> <li>• Prennent note du fait que les lois nationales sur l'égalité des sexes et les mesures d'adaptation et d'atténuation doivent être mises en œuvre d'une manière qui tienne compte de la dimension de genre dans tous les secteurs et jusqu'au niveau local.</li> <li>• Soulignent l'importance de la dimension de genre dans l'adaptation et propose des actions concernant les filets de sécurité dans les fonds de lutte contre le changement climatique, le renforcement de l'accès au financement climatique et la promotion d'un transfert de technologies tenant compte de l'égalité entre les hommes et les femmes.</li> </ul>

Pays	Cadre temporel	Processus de consultation	Comment l'égalité des sexes est incluse dans les CDN révisées
<b>Afrique du Nord</b>			
<b>Tunisie</b>	2021 – 2030	N/A	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le genre est l'un des trois nouveaux domaines transversaux.</li> <li>• Elles notent la participation des femmes à la gouvernance et à la mise en œuvre des CDN.</li> <li>• Elles notent la vulnérabilité des femmes au changement climatique. Toutefois, elles soulignent également que la Tunisie est un pionnier des droits de l'homme des femmes parmi les pays arabes.</li> <li>• Elles articulent les besoins d'adaptation autour d'une "étoile de la résilience", définie par cinq domaines : l'alimentation, l'eau, le social, le territorial et l'économique. Dans le domaine social, il y a dix domaines prioritaires ; tous comprennent des dizaines de mesures qui traitent directement de la question du genre ou qui ciblent les femmes.</li> <li>• Elles mettent l'accent sur l'accès des femmes à la formation et au développement des compétences et sur les obstacles à l'entrepreneuriat.</li> <li>• Reconnaittent que le renforcement du rôle des femmes dans une transition à faible intensité de carbone accélérera la réalisation de la CDN, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables, de l'économie verte et de l'AFOLU.</li> <li>• Prennent note du renforcement des capacités institutionnelles en matière d'égalité des sexes et de changement climatique.</li> </ul>
<b>Égypte</b>	2015 – 2030	La mise à jour de la CDN est alignée sur les politiques de développement et de lutte contre le changement climatique du pays. Il s'agit notamment de la stratégie de développement durable "Vision 2030 de l'Égypte", de la nouvelle stratégie de développement à long terme et à faibles émissions pour 2050 (LT-LEDS), de la stratégie nationale sur le changement climatique pour 2050 (NCCS), de la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe pour 2030 et de la stratégie nationale d'adaptation au changement climatique (NCCS).	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoptent le principe d'équité, des responsabilités différenciées en fonction des capacités nationales respectives et conformément à la CCNUCC et à l'accord de Paris.</li> <li>• Le genre n'est mentionné qu'une seule fois.</li> </ul>

Pays	Cadre temporel	Processus de consultation	Comment l'égalité des sexes est incluse dans les CDN révisées
<b>Afrique du Sud</b>			
<b>Malawi</b>	2020 – 2040	Élaboré par le biais d'un processus consultatif conçu en fonction des priorités nationales de développement du pays.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Font référence à la politique nationale de gestion du changement climatique (NCCMP) qui fournit une orientation stratégique aux priorités des interventions en matière de changement climatique. Les "questions transversales" (y compris les considérations de genre) constituent l'un des six domaines prioritaires.</li> <li>• Elles fournissent un plan de mise en œuvre pour l'adaptation et l'atténuation. Dans le cadre de l'adaptation, de nombreuses mesures sont énumérées pour contribuer à l'ODD 5 (égalité entre les hommes et les femmes). Dans le cadre de l'atténuation, une mesure liée à la production d'électricité est mentionnée.</li> <li>• Le plan est assorti d'un cadre de suivi et d'évaluation amélioré qui est aligné sur les ODD des Nations unies grâce à des liens avec les indicateurs des ODD et avec la vision nationale. Le cadre comprend des indicateurs spécifiques permettant de suivre le degré d'intégration de la dimension de genre et de la vulnérabilité dans les différents secteurs.</li> <li>• En ce qui concerne l'adaptation et l'atténuation, elles notent les capacités spécifiques et les besoins nationaux. Il s'agit notamment d'intégrer activement les considérations de genre dans les mesures relatives au changement climatique et, le cas échéant, de suivre les questions et les indicateurs relatifs au changement climatique en fonction du genre et des groupes vulnérables.</li> </ul>
<b>Zambie</b>	2015 – 2030	Soutien équilibré des parties prenantes, notamment de la société civile, du secteur privé et des acteurs sous-nationaux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elles prennent note du plan d'action de la Zambie sur le changement climatique, qui veille à ce que les processus climatiques intègrent les considérations de genre afin de garantir que les femmes et les hommes puissent avoir accès, participer et bénéficier de la même manière des initiatives climatiques.</li> </ul>

Pays	Cadre temporel	Processus de consultation	Comment l'égalité des sexes est incluse dans les CDN révisées
<b>Zimbabwe</b>	2021 – 2030	Élaboré selon une approche à l'échelle de l'ensemble du gouvernement et de la société, garantissant la participation d'un large éventail de parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elles reconnaissent que l'égalité entre les hommes et les femmes est au cœur de l'action en faveur du climat.</li> <li>• Indiquent que la politique nationale en matière d'égalité des sexes comporte un domaine thématique sur l'égalité des sexes et le changement climatique et que le pays dispose d'un plan d'action en matière d'égalité des sexes dans le domaine du changement climatique.</li> <li>• Prennent note du fait que l'égalité des sexes sera intégrée dans la mise en œuvre de toutes les mesures d'adaptation.</li> <li>• Les femmes sont considérées comme un groupe vulnérable mais aussi comme des acteurs clés dans la réalisation des NDC révisées.</li> <li>• La vulnérabilité des femmes est décrite dans cinq domaines : Capital humain, capital physique, capital naturel, capital social, capital financier. Les mesures peuvent cibler directement l'inégalité entre les sexes en tant que facteur de vulnérabilité au changement climatique.</li> <li>• La prise en compte et la participation des femmes ont fait partie du processus de révision.</li> <li>• Les institutions chargées des questions d'égalité entre les hommes et les femmes font partie de la mise en œuvre des CDN.</li> <li>• Lien entre l'ODD 5 et les CDN.</li> </ul>
<b>Afrique de l'Ouest</b>			
<b>Gambie</b>	2021 – 2030	Élaboration de l'INDC sur la base de consultations et d'ateliers avec les parties prenantes nationales, y compris les ONG et le secteur privé.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prennent note, dans le cadre de l'adaptation, que les opportunités de moyens de subsistance dans les domaines des énergies renouvelables, de la gestion des déchets et de l'agriculture urbaine seront soutenues, en particulier pour les femmes.</li> <li>• Intègrent les domaines transversaux de l'égalité des sexes, de la jeunesse, de la santé, du tourisme et de la réduction des risques de catastrophes dans les composantes du projet.</li> <li>• Les mesures d'atténuation ont été validées à l'issue de consultations sensibles au genre auxquelles ont participé des organisations de femmes.</li> <li>• Considèrent les femmes comme un groupe très vulnérable au changement climatique en raison de leur capacité d'adaptation limitée.</li> <li>• Prennent note des politiques nationales d'égalité des sexes qui soutiennent l'intégration de la dimension de genre dans le changement climatique.</li> </ul>

Pays	Cadre temporel	Processus de consultation	Comment l'égalité des sexes est incluse dans les CDN révisées
<b>Liberia</b>	2021 – 2030	Approche participative de l'ensemble du gouvernement et de la société, les dialogues sur l'égalité des sexes faisant partie du processus. Les parties prenantes comprennent les ministères sectoriels et les agences gouvernementales, le secteur privé, les OSC, les groupes de jeunes et de femmes, les experts nationaux et d'autres parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contiennent des mesures sensibles au genre dans le cadre de l'adaptation de l'agriculture, de la pêche et des mesures intersectorielles.</li> <li>• S'engagent à intégrer les actions climatiques, le renforcement des capacités, le financement du climat et les questions de genre et de jeunesse dans toutes les activités sectorielles d'ici 2025.</li> <li>• Le Ministère de l'Égalité des Sexes et de la Protection de l'Enfance a participé aux ateliers de validation régionaux.</li> <li>• Un Dialogue National sur l'Égalité des Sexes, sur le thème "Les femmes au premier plan de l'action climatique", a été organisé pour soutenir la révision des CDN.</li> </ul>
<b>Nigeria</b>	2021 – 2030	Approche globale de la société adoptée dans le cadre de l'engagement avec le secteur privé (par le biais des tables rondes commerciales de la CDN), les jeunes, les groupes de femmes, les autorités infranationales et les OSC ayant un lien avec les communautés de base.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Visent à intégrer la dimension de genre dans tous les secteurs.</li> <li>• Prennent note du fait que le Conseil exécutif fédéral a approuvé en 2020 le plan d'action national sur le genre et le climat.</li> <li>• Soulignent l'importance de l'accès des femmes au financement, notamment par l'octroi de prêts pour s'engager dans des projets de gestion des déchets.</li> </ul>

## 3.2 Conditions favorables à une action climatique sensible au genre

**La mise en œuvre d'actions climatiques sensibles au genre exige que les pays investissent dans les conditions propices pour garantir l'efficacité, l'efficience et la viabilité à long terme de ces actions.**

Une action climatique significative sensible au genre implique une approche globale visant à surmonter les cloisonnements et les lacunes qui entravent la conception, la mise en œuvre et le suivi.

Lorsque les conditions propices à une action sensible au genre sont réunies, chacune d'entre elles jette les bases de l'accomplissement de la suivante.

Par exemple, si une analyse de genre est réalisée au cours de la phase initiale de planification, elle génère les informations nécessaires pour identifier les considérations de genre pertinentes pour une intervention sectorielle spécifique.

En même temps, elle permet d'identifier les domaines à améliorer - par exemple, en ce qui concerne les politiques, les instruments de planification et la gouvernance - qui seront nécessaires pour garantir la bonne mise en œuvre de cette initiative sectorielle sensible au genre. Le tableau 3 résume les résultats de l'analyse des conditions favorables.

**Tableau 2 : Vue d'ensemble des conditions favorables à une action climatique sensible au genre en Afrique**

Conditions favorables	Raison d'être	Exemples
<p><b>Volonté politique</b></p>	<p>Des institutions de coordination fortes, qui jouent un rôle moteur, sont nécessaires pour coordonner efficacement les actions climatiques sensibles au genre et garantir une mise en œuvre responsable des projets, conformément aux objectifs de la CDN.</p>	<p><b>Afrique centrale :</b> Le Cameroun a créé le ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille et a désigné un Point Focal National pour le Genre et le Changement Climatique. Des points focaux pour le genre ont également été désignés dans différents ministères sectoriels. En République démocratique du Congo, des initiatives telles que "PANA AFE" ont été créées pour renforcer la résilience des femmes.</p> <p><b>Afrique de l'Est :</b> Les efforts d'intégration de la dimension de genre dans tous les secteurs sont visibles grâce à la désignation de Points Focaux Nationaux pour le Genre et le Changement Climatique. La Vision 2050 du Rwanda fait de la promotion du genre et de la famille l'un de ses domaines transversaux. Le gouvernement ougandais soutient le leadership et le développement de carrière des femmes, et plusieurs postes de haut niveau dans le pays sont occupés par des femmes. L'Ouganda dispose également d'un Bureau de Suivi des Questions de Genre, qui est chargé d'analyser et de suivre, de documenter et de mettre à jour les données relatives au genre dans l'ensemble du pays, afin d'améliorer la responsabilité en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation.</p> <p><b>Afrique du Nord :</b> La Tunisie dispose d'une Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (2020-2030) ; d'une Stratégie Nationale de Développement à Faibles Émissions ; d'une Stratégie Nationale pour l'Économie Verte (2015) ; d'une Stratégie Nationale pour la Gestion Intégrée des Zones Côtières ; d'une Stratégie Nationale pour la Gestion Durable des Forêts et des Parcours (2015-2024) ; et d'une stratégie de sécurité énergétique à l'horizon 2030. La Tunisie a également élaboré un plan sur le genre et le changement climatique conformément au plan de Lima renforcé qui a été adopté le 13 août 2022 à l'occasion de la Journée Nationale de la Femme. L'Égypte dispose d'une stratégie nationale pour l'autonomisation des femmes à l'horizon 2030, lancée par son Conseil national des femmes en 2017, ainsi que de plusieurs autres initiatives récentes visant à favoriser l'autonomisation des femmes rurales dans le contexte complexe de l'Égypte en matière de climat et de sécurité.</p> <p><b>Afrique du Sud :</b> Le Malawi a lancé le réseau Women in Climate Action Network en 2021 et a également élaboré diverses politiques qui suggèrent un certain niveau d'engagement politique. Le Zimbabwe a mis au point et encouragé des mesures d'adaptation pour une gestion résiliente des ressources en eau en intégrant la dimension du genre dans le processus de conception et de planification.</p> <p><b>Afrique de l'Ouest :</b> À l'instar de nombreux pays étudiés, le Liberia a mis en place un bureau chargé des questions d'égalité entre les hommes et les femmes, lié à sa CDN, afin de minimiser les effets du changement climatique dans le pays. Le pays dispose d'un plan d'action national sur le genre et le changement climatique et a présenté son premier budget national sensible au genre en 2021.</p>

Conditions favorables	Raison d'être	Exemples
<p><b>Cadres politiques inclusifs</b></p>	<p>Un cadre politique inclusif est nécessaire pour promouvoir un sentiment d'appartenance parmi les différents groupes de population, pour favoriser une action climatique coopérative et mutuellement bénéfique, et pour obtenir de meilleurs résultats.</p>	<p><b>Afrique centrale :</b> La Politique Nationale du Genre du Cameroun exige qu'au moins 30 pour cent des femmes figurent sur les listes électorales du Parlement. La République démocratique du Congo dispose d'un code de la famille qui vise à améliorer les conditions des femmes et à remédier aux conditions antérieures qui empêchaient les femmes de travailler ou d'ouvrir un compte bancaire sans l'autorisation de leur mari.</p> <p><b>Afrique de l'Est :</b> Le Kenya dispose d'une Loi sur le Changement Climatique qui tient compte de la dimension de genre. Le Rwanda dispose d'une Politique Nationale de Genre (2010) et de stratégies sectorielles d'intégration de la dimension de genre. En Ouganda, l'une des priorités de la politique de lutte contre le changement climatique en 2015 était d'assurer l'intégration du genre dans les actions d'adaptation et d'atténuation, afin de réduire la vulnérabilité des femmes et des enfants au changement climatique.</p> <p><b>Afrique du Sud :</b> La Zambie a élaboré un Plan d'Action pour le Genre dans le Changement Climatique (2018) qui vise à garantir que ses processus de changement climatique soient transformateurs en matière de genre. Ce plan vise à garantir que les femmes et les hommes puissent avoir accès aux initiatives de lutte contre le changement climatique, y participer et en bénéficier de manière égale. La politique nationale révisée du Zimbabwe en matière de genre et le plan de mise en œuvre comportent un domaine thématique intégré qui met l'accent sur le genre et le changement climatique et sur l'intégration du genre dans les politiques et stratégies relatives à l'environnement et au changement climatique.</p> <p><b>Afrique de l'Ouest :</b> Le Nigeria dispose d'une Politique Nationale de Genre révisée (2022), d'un Plan d'Action National sur le Genre et le Changement Climatique, d'une Politique Nationale de Changement Climatique révisée (2021), d'une Communication sur l'Adaptation (2021), et d'un Plan d'Action National sur l'Intégration du Genre dans l'Accès à l'Énergie.</p>

Conditions favorables	Raison d'être	Exemples
<p><b>Structures de gouvernance inclusives</b></p>	<p>Une structure de gouvernance inclusive vise à garantir l'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans la gouvernance, ainsi qu'une représentation adéquate des groupes marginalisés dans les processus de gouvernance et d'élaboration des politiques.</p>	<p><b>Afrique centrale :</b> Le Cameroun a mis en place un certain nombre d'institutions et de structures dans le cadre de ses stratégies de gouvernance inclusive, à savoir le Centre pour la Promotion de la Femme, le Comité Interministériel pour l'Environnement, les comités de pilotage et de suivi des projets, les comités départementaux et régionaux de Gestion de Crise, les groupes de travail techniques, les comités scientifiques et les conseils régionaux. En République Démocratique du Congo, chaque ministère dispose d'un point focal genre et il existe une plateforme de coordination des points focaux genre qui est pertinente pour la mise en œuvre du PAG dans le cadre du programme de travail de Lima.</p> <p><b>Afrique de l'Est :</b> Le Rwanda dispose d'un Mécanisme National pour le Genre qui fait partie de son cadre de gouvernance.</p> <p><b>Afrique du Nord :</b> La Tunisie a créé, par décret gouvernemental (n° 626-2016), un organe consultatif appelé Conseil des Pairs pour l'égalité des Chances entre les Hommes et les Femmes. L'égalité des sexes est également une préoccupation majeure de l'Agence Égyptienne des Affaires Environnementales. Les lignes directrices de la politique environnementale égyptienne préconisent "...une approche holistique, sensible au genre et participative". Une Unité de Genre a déjà été créée au sein de l'Agence des Affaires Environnementales avec pour objectif "d'intégrer les questions de genre, en particulier les droits des femmes à accéder aux opportunités d'emploi et à recevoir une éducation appropriée, par le biais d'une bonne gouvernance et en adoptant la démocratie et la participation populaire".</p> <p><b>Afrique du Sud :</b> Le Malawi dispose d'un Comité Technique National sur le Changement Climatique et d'un Comité de Pilotage sur le Changement Climatique au sein desquels le Ministère du Genre est représenté. Au Zimbabwe, plusieurs entités se concentrent sur la question du genre, notamment la Commission du genre du Zimbabwe et le Ministère des Affaires des Femmes, de la Communauté, des Petites et Moyennes Entreprises. Le Département de Gestion du Changement Climatique dispose également d'un Point Focal pour le Genre.</p> <p><b>Afrique de l'Ouest :</b> La Gambie a mis en place des départements sur le changement climatique chargés d'assurer l'intégration de la dimension de genre dans les secteurs du changement climatique et les politiques de genre. Le Nigeria dispose d'un Ministère Fédéral des Affaires des Femmes, d'un Ministère Fédéral de l'Environnement ( Point Focal National Genre et Changement Climatique de la CCNUCC), d'un Comité Interministériel sur le Changement Climatique, d'un Centre National pour le Développement des Femmes, et d'un Conseil National sur les Sociétés Féminines, entre autres.</p>



Conditions favorables	Raison d'être	Exemples
<p><b>Financement de la lutte contre le changement climatique et budgétisation sensible au genre</b></p>	<p>L'allocation de ressources financières adéquates est essentielle à la réalisation d'une action climatique sensible au genre. La budgétisation sensible au genre dans les activités liées au changement climatique implique l'inclusion de lignes budgétaires sensibles au genre dans tous les budgets concernés. Elle peut prendre la forme soit de l'intégration d'un budget ciblé pour des activités axées sur le genre ou les femmes, soit de l'établissement d'un budget séparé pour traiter les priorités et les activités liées au genre.</p> <p>Avec des systèmes fonctionnels de budgétisation sensible au genre, les pays sont en mesure de promouvoir la justice fiscale et la justice de genre, ce qui est essentiel pour une action climatique sensible au genre efficace.</p>	<p><b>Afrique centrale :</b> au Cameroun, des efforts ont été faits pour inclure le genre dans le budget de l'État et dans la planification des projets et des programmes. Les aspects transversaux tels que le genre sont pris en compte.</p> <p><b>Afrique de l'Est :</b> Le Rwanda a institutionnalisé la budgétisation sensible au genre par le biais de la Loi Organique de 2013 sur les Finances et les Biens de l'État. L'Ouganda dispose de fonds nationaux et de mécanismes de crédit pour financer des projets de lutte contre le changement climatique. La Loi sur les Finances Publiques exige la conformité au genre et à l'équité pour tout programme à financer, ce qui contribue à garantir que les budgets sont sensibles au genre.</p> <p><b>Afrique du Nord :</b> Le genre et le changement climatique ont été introduits dans la note budgétaire 2022 pour la Tunisie.</p> <p><b>Afrique de l'Ouest :</b> Le Liberia, en partenariat avec le Ministère des Finances et de la Planification du Développement, a développé un outil pour intégrer le genre et le changement climatique dans le processus de budgétisation. En 2021, le Nigeria a procédé à sa première budgétisation nationale sensible au genre pour les projets et programmes liés au genre dans le domaine du changement climatique.</p>
<p><b>Partenariat international pour le développement</b></p>	<p>Les partenariats internationaux pour le développement sont essentiels pour soutenir la conception et la mise en œuvre pratiques et efficaces des principes de coopération en matière de changement climatique. Ils contribuent à assurer la responsabilité mutuelle et la durabilité des efforts globaux de développement.</p>	<p>Dans toute l'Afrique, les partenaires du développement, notamment ONU Femmes, le PNUD, la Banque mondiale, le Groupe de la Banque africaine de Développement (BAD), USAID, OXFAM, ActionAid, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI), le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), et le Partenariat Mondial pour l'Eau ont énormément investi dans l'action climatique sensible au genre et soutiennent les acteurs étatiques et non étatiques.</p>

Conditions favorables	Raison d'être	Exemples
<p><b>Société civile active</b></p>	<p>Une société civile active est nécessaire pour demander des comptes aux institutions publiques et aux représentants du peuple, à tous les niveaux, dans leurs efforts pour intégrer le genre dans la planification, le financement, la mise en œuvre et l'élaboration des politiques en matière d'action climatique. Une société civile active contribue également au suivi des processus et des résultats et constitue une autre source de données sur les questions liées au changement climatique.</p>	<p>Une société civile active a été signalée dans la plupart des pays évalués, certaines jouant un rôle essentiel en poussant les gouvernements à prendre des mesures politiques et programmatiques. Par exemple, au Nigeria, le National Council of Women's Societies et le Women's Environment Programme ont été très actifs et ont contribué à renforcer les capacités des acteurs publics, privés et de la société civile en matière de changement climatique. Ils jouent également un rôle de premier plan dans les interventions et le plaidoyer.</p> <p>Des engagements uniques ont également été observés dans certains pays. Par exemple, le gouvernement ougandais collabore avec des organisations de la société civile dans le cadre de son Plan de Partenariat Public-Privé (le PPP est mentionné dans le troisième Plan de Développement National de l'Ouganda et dans l'INDC). Au Libéria, un exercice de cartographie des parties prenantes a permis d'identifier différentes parties prenantes et de mettre en évidence les OSC qui travaillent activement sur les questions climatiques.</p>
<p><b>Analyse et preuves en matière de genre</b></p>	<p>Le genre est une dimension importante de la vulnérabilité, et l'analyse est une étape importante vers l'intégration effective du genre dans les politiques, les plans d'action et les objectifs de développement durable, en particulier en ce qui concerne le changement climatique. Les analyses systématiques du genre fournissent les orientations nécessaires aux politiques et aux interventions. Elles indiquent également où les politiques et les interventions doivent être mises en œuvre et où les ressources doivent être dépensées.</p>	<p><b>Afrique de l'Est :</b> L'Ouganda a réalisé une analyse de genre dans les domaines prioritaires de la CDN que sont l'agriculture, les déchets et l'énergie. Un projet de gestion intégrée des paysages et d'amélioration des moyens de subsistance et de la résilience des écosystèmes dans la région du Mont Elgon a réalisé une analyse de genre et produit un plan d'action sur le genre pour le projet.</p> <p><b>Afrique de l'Ouest :</b> Le Libéria a appliqué un modèle d'évaluation des risques de vulnérabilité climatique sensible au genre dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche. Il a également mené une évaluation des risques de vulnérabilité climatique dans les secteurs de la santé et du littoral, en tenant compte des risques interpersonnels et du genre, et a contribué aux plans et stratégies d'adaptation au changement climatique dans différents secteurs.</p>

Conditions favorables	Raison d'être	Exemples
<p><b>Favoriser les pratiques culturelles</b></p>	<p>Si des pratiques culturelles négatives persistent dans de nombreux pays africains, il existe également des valeurs et des pratiques culturelles importantes qui favorisent à la fois la protection de l'environnement et l'inclusion et l'autonomisation des femmes. Ces valeurs et pratiques culturelles doivent être amplifiées.</p>	<p><b>Afrique de l'Est :</b> Au Kenya, il y a eu une certaine désagrégation des rôles culturels des hommes et des femmes en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles, ce qui a favorisé les investissements dans la sensibilisation des femmes au changement climatique et la promotion de solutions de cuisine propre dans les zones rurales.</p> <p>En Ouganda, il existe des pratiques folkloriques qui sensibilisent les différents sexes à la violence, à la santé sexuelle et reproductive et au fait d'être des citoyens responsables. En outre, le respect des femmes au sein de la famille et de la communauté dans la prise de décision s'améliore, bien que le système judiciaire traditionnel reste dominé par les hommes.</p>

### 3.3 Analyse de la gouvernance efficace, des politiques intégrées et de la planification inclusive pour une action climatique sensible au genre.

**Respecter les engagements en matière d'égalité entre les femmes et les hommes : Aperçu de la manière dont l'égalité entre les femmes et les hommes peut être intégrée de manière systématique et globale à différents niveaux : gouvernance, planification et politique.**

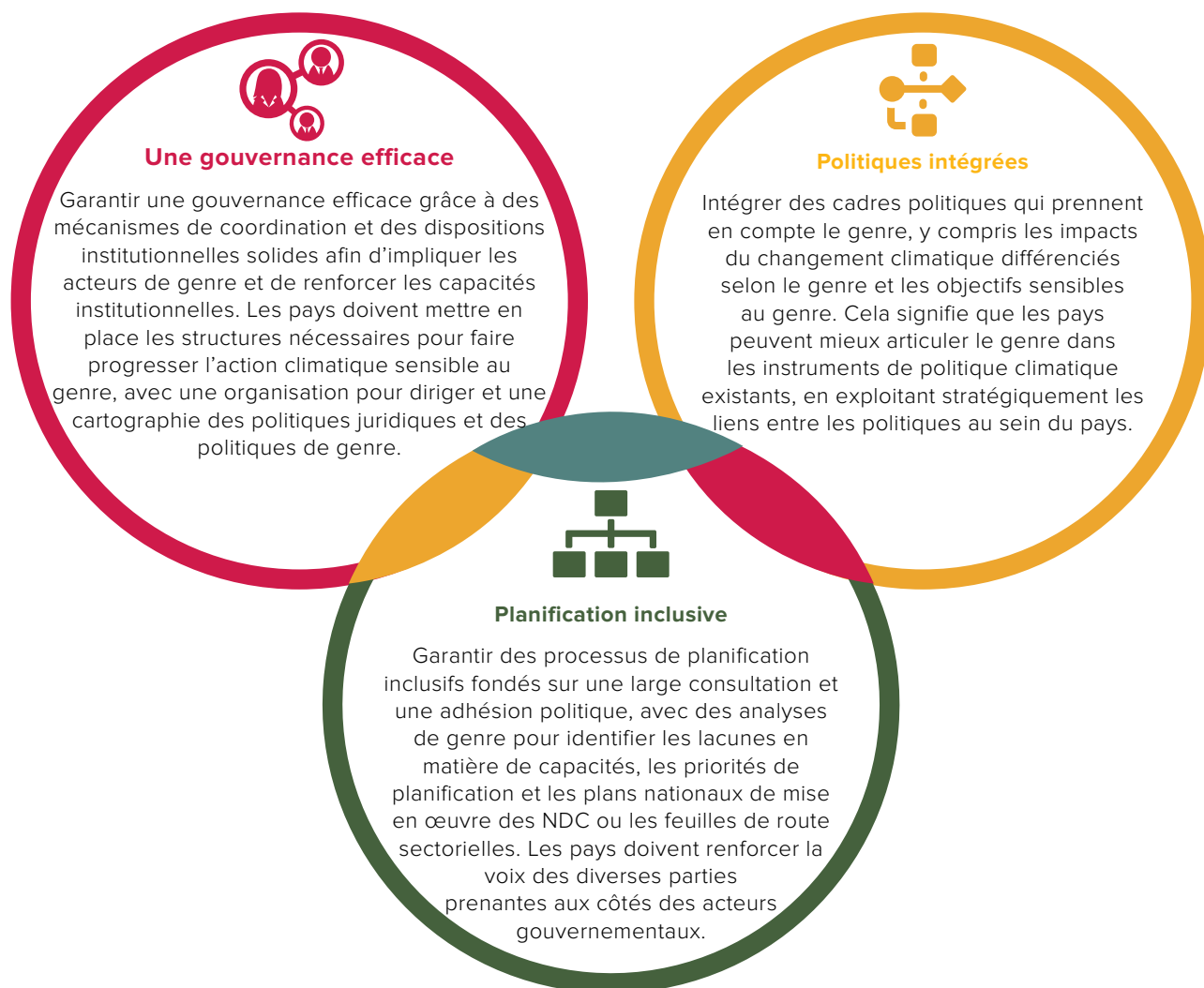
Pour garantir une mise en œuvre des agendas climatiques nationaux sensibles au genre, les pays africains doivent veiller à ce que l'égalité des sexes soit prise en compte systématiquement et de manière à ce qu'elle se renforce mutuellement.

Pour guider cet effort, le PNUD a développé une approche en trois volets pour s'assurer que l'égalité des sexes est prise en compte dans les processus de politique, de gouvernance et de planification d'un

pays (voir la figure 4). Les pays africains peuvent compléter et développer les efforts existants pour intégrer systématiquement le genre en utilisant cette approche à trois volets. Sur la base de cette approche, le tableau 4 analyse l'état d'une gouvernance efficace, de politiques intégrées et d'une planification inclusive pour une action climatique sensible au genre.

Toutefois, si de nombreux pays africains font preuve d'un certain degré d'engagement politique en faveur de l'intégration de la dimension de genre et de l'égalité entre les hommes et les femmes - et de la mise en œuvre des recommandations et des plans d'action correspondants -, des obstacles et des limites subsistent. Ceux-ci sont également résumés dans le tableau 4.

**Figure 4 : L'approche du PNUD en matière d'intégration du genre**



### 3.4 Défis

Les parties à la CCNUCC comprennent l'importance de l'intégration du genre et de l'égalité des sexes dans les processus de la CCNUCC. La CCNUCC elle-même reconnaît l'importance de la mise en œuvre des recommandations et des plans d'action liés au genre, ainsi que de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques climatiques des pays. Il demeure toutefois divers obstacles et limitations.

Alors que les conditions favorables décrites dans la section précédente sont cruciales pour une action climatique efficace et sensible au genre, cette section décrit certains des défis rencontrés dans les pays africains lors de l'intégration de la dimension de genre dans l'action climatique. Ces défis sont liés à une gouvernance efficace, à une planification inclusive et à des cadres politiques intégrés, comme le résume le tableau 4.

**Tableau 3 : Analyse de la gouvernance efficace, des politiques intégrées et de la planification inclusive pour une action climatique sensible au genre en Afrique**

Gouvernance efficace	Planification inclusive	Cadres politiques intégrés
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Volonté politique mais capacité de mise en œuvre limitée:</b> Les CDN et autres politiques des pays africains reflètent un certain niveau de volonté politique, mais les capacités et l'expertise limitées constituent un inconvénient majeur.</li> </ul> <p><b>Au Cameroun</b>, par exemple, la connaissance limitée des questions de genre par les décideurs a été signalée comme un facteur qui affecte l'intégration effective du genre dans les actions d'adaptation et d'atténuation.</p> <p><b>Au Nigeria</b>, l'insuffisance des capacités du personnel en matière d'égalité des sexes a été signalée au niveau sous-régional, ce qui tend à entraver la mise en œuvre d'actions climatiques sensibles au genre.</p> <p><b>Le Kenya</b> dispose d'un cadre politique pour les actions en matière de genre et de climat, mais la mise en œuvre est parfois limitée par une capacité institutionnelle insuffisante pour mettre en œuvre les politiques et les actions prévues, ainsi que par la faiblesse de la coopération inter-agences, des capacités techniques et de l'expertise en matière de genre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Une planification limitée fondée sur des données probantes :</b> Outre la CDN d'un pays, il existe des plans nationaux et sectoriels qui doivent intégrer la dimension de genre. Pourtant, de nombreux pays ne disposent pas de plans fondés sur des données probantes ni d'analyses solides en matière de genre. Dans la majorité des pays africains examinés, la recherche sur les meilleures pratiques, l'utilisation de la technologie et les preuves nécessaires pour soutenir les négociations et le développement d'actions d'adaptation et d'atténuation sensibles au genre sont limitées.</li> </ul> <p><b>Au Cameroun</b>, par exemple, l'analyse inadéquate de la vulnérabilité du climat par rapport au genre a limité la préparation efficace d'un plan national d'adaptation sensible au genre. Cette lacune dans la planification fondée sur des données probantes est également constatée dans certains CDN.</p> <p><b>En Zambie</b>, par exemple, aucune analyse de genre n'a été réalisée avant la rédaction de la CDN révisée, et le genre n'a été mentionné que brièvement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Nécessité de cadres politiques inclusifs :</b> Bien que des politiques inclusives et des cadres institutionnels et de mise en œuvre existent dans de nombreux pays étudiés, il est nécessaire pour beaucoup d'entre eux de promouvoir un réseau de politiques inclusives.</li> </ul> <p><b>En Zambie</b>, la présence de politiques sensibles au genre dans le secteur de l'eau a été limitée et il semble nécessaire que le secteur accorde plus d'attention à cette question et s'y engage davantage.</p> <p><b>En Gambie</b>, on observe une prise en compte limitée du genre dans la composante d'atténuation de la CDN, en particulier dans les questions relatives à la réduction des émissions dans les secteurs de la foresterie, de l'agriculture, des transports, de l'énergie et de la gestion des déchets. En ce qui concerne la composante de l'adaptation, le document du pays appelle à l'alignement des systèmes climatiques sur d'autres politiques, y compris le genre, les programmes d'investissement climatique et les stratégies de mise en œuvre des projets du pays.</p>

Gouvernance efficace	Planification inclusive	Cadres politiques intégrés
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Coordination institutionnelle limitée</b> : Un bon nombre d'agences de mise en œuvre et de coordination ont été observées dans différents pays, ce qui témoigne d'une volonté politique, mais dans certains pays, on a constaté que leur coordination était limitée.</li> </ul> <p>Par exemple, en <b>République Démocratique du Congo</b>, la coopération inter-agences entre les secteurs liés au changement climatique et au genre est faible.</p> <p><b>Au Cameroun</b>, la coordination institutionnelle et la communication entre les différents secteurs et acteurs clés sont faibles.</p> <p><b>En Gambie</b>, le Point Focal CCNUCC et le Point Focal Genre ne sont pas entièrement en charge de la coordination avec le Ministère du Genre sur les questions de genre à tous les niveaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Lacunes dans les Plans d'Action et les politiques en matière de Genre</b> : Des progrès notables ont été réalisés dans l'élaboration de politiques inclusives, comme indiqué à la section 3.3. Toutefois, des lacunes sont également constatées dans certains pays en ce qui concerne la portée de leurs plans d'action.</li> </ul> <p><b>Au Cameroun</b>, il existe une Politique Nationale du Genre, mais elle ne prend pas en compte le changement climatique ; la Stratégie Nationale de Développement 2030 comporte quelques points stratégiques axés sur le genre.</p> <p><b>La République Démocratique du Congo</b> n'a pas de politiques clairement définies sur les questions de genre et de changement climatique. Elle ne semble pas non plus disposer de structures thématiques et départementales pour la mise en œuvre des politiques en matière de genre et de climat, alors que les budgets et les politiques sont regroupés au sein du Ministère du Genre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Financement limité pour la mise en œuvre des actions politiques proclamées</b> : Le financement limité est un obstacle majeur à la mise en œuvre des politiques et des plans dans la majorité des pays examinés.</li> </ul> <p>Par exemple, <b>au Libéria</b>, le soutien financier limité est un facteur majeur qui compromet la mise en œuvre de plans d'action climatique sensibles au genre. L'insuffisance du soutien budgétaire du gouvernement national et d'autres partenaires aux principales institutions et organisations qui soutiennent la lutte contre le changement climatique a été signalée.</p> <p>De même, <b>au Cameroun</b>, la mise en œuvre du plan d'action pour la Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD+) et du Plan d'Action pour le Genre a été limitée par un financement insuffisant.</p>

Gouvernance efficace	Planification inclusive	Cadres politiques intégrés
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Faible coordination des parties prenantes :</b> La coordination des parties prenantes dans la mise en œuvre d'activités diverses et multisectorielles est faible dans de nombreux pays. Bien que certains pays aient mentionné la contribution des OSC et la coopération avec celles-ci comme faisant partie de leurs points forts, nombre d'entre eux ne disposent pas d'un cadre efficace de capacité et de coordination. Certains points focaux ne disposent pas d'informations suffisantes sur les activités des OSC financées par des organismes donateurs internationaux.</li> </ul> <p>Par exemple, <b>en République Démocratique du Congo</b>, les organisations de femmes du pays mettent en œuvre différents types de projets qui ne sont pas coordonnés ou rapportés de manière adéquate au niveau national, et qui ne sont donc pas bien pris en compte dans les rapports nationaux harmonisés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Limites du suivi, de l'évaluation et de l'établissement de rapports :</b> Les pays africains ont besoin d'aide pour renforcer le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports sur les questions de genre et de climat. Dans presque tous les pays africains examinés, il existe peu d'informations sur les interventions conçues pour suivre les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs en matière de genre. Les cadres logiques de nombreuses interventions ne comportaient pas de résultats spécifiques en matière de genre.</li> </ul> <p>Par exemple, <b>en République Démocratique du Congo</b>, il a été signalé que, bien qu'un budget ait été alloué au Point Focal Genre pour piloter la mise en œuvre du Plan de Travail de Lima, très peu de travail a été réalisé, en partie à cause d'un faible suivi. Il est généralement nécessaire d'intégrer des éléments de genre dans le suivi et l'évaluation de l'action climatique et d'améliorer les systèmes de collecte et de gestion des données ventilées par genre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Le manque de capacité à mettre en œuvre les politiques :</b> De nombreux pays africains disposent de politiques et de stratégies utiles pour faire progresser l'adaptation et l'atténuation significatives sensibles au genre. Un important travail de renforcement des capacités et de sensibilisation est nécessaire dans des pays tels que le Cameroun, le Liberia, la Tunisie et le Nigeria pour exploiter ces possibilités. Il s'agit notamment de renforcer les capacités techniques, de former les acteurs clés et de sensibiliser davantage les parties prenantes.</li> </ul> <p><b>En Tunisie</b>, par exemple, il a été noté que certaines parties prenantes semblaient peu familiarisées avec les questions relatives au genre et au changement climatique. D'importantes campagnes de sensibilisation sont donc nécessaires pour s'assurer que les ministères de premier plan et les parties prenantes comprennent et soutiennent l'agenda de l'action climatique.</p>

## Section 4 : Exemples de pays

Cette section résume des exemples de pratiques, d'interventions et de leçons tirées de pays africains, classés selon les domaines prioritaires du cadre de Lima.

### Exemples d'interventions en Afrique Centrale

Développement des capacités, participation effective et leadership des femmes	
Titre de l'initiative	'Gender and Cameroon's REDD+ road map'
Année(s) du projet	2015-2018
Sources de financement	Agence Norvégienne de Coopération au Développement (Norad), Agence Danoise de Développement International (DANIDA), Banque Mondiale, Ministère de la Foresterie et de la Faune, Ministère des Ressources en Eau et de l'Énergie, Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Union Internationale du Réseau de Conservation (UICN), Fonds Mondial pour la Nature (WWF), Agence Allemande de Coopération Internationale (GIZ) ; Commission des Forêts d'Afrique Centrale ; Organisation Néerlandaise pour le Développement (SNV)
Partenaires de mise en œuvre	UICN, WWF, ONG locales, Organisation des Femmes pour l'Environnement et le Développement (WEDO), et groupe de travail sur le genre et les forêts.
Intervention	<p>Cette initiative était basée sur les principes du processus REDD+ qui a le potentiel de bénéficier aux femmes en termes d'accès aux ressources forestières. Cependant, dans l'état actuel des choses, les inégalités entre les sexes limitent l'accès des femmes aux ressources productives et leur contrôle sur celles-ci, en particulier sur les terres, et elles ne participent pas ou ne sont pas consultées dans les processus de prise de décision.</p> <p>Elles n'ont également qu'un accès limité à l'information, à la technologie et aux outils, ainsi qu'au contrôle des revenus générés par les activités forestières. Les politiques qui ne tiennent pas compte de la dimension de genre sont également contraignantes. Cela les empêche de bénéficier de REDD+.</p>
Impacts sur le genre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupe de travail sur le genre et la forêt en place et fonctionnel.</li> <li>• Les femmes sont représentées dans les principaux organes et processus de prise de décision.</li> <li>• Au moins 50 000 personnes (dont 60 % de femmes) sensibilisées à la REDD+ et aux questions de genre.</li> <li>• Données générées sur l'utilisation, l'accès et le contrôle des ressources forestières/naturelles différenciés selon le sexe dans chaque région.</li> <li>• Des stratégies REDD+ sensibles au genre et un projet pilote ont été développés dans différentes régions.</li> <li>• Renforcement de la capacité des réseaux et groupes de femmes à plaider en faveur de l'intégration de la dimension de genre dans la gouvernance forestière.</li> <li>• Droits fonciers garantis pour les femmes.</li> <li>• Sensibilisation accrue des femmes à leurs droits.</li> <li>• Des stratégies REDD+ sensibles au genre et un projet pilote sont développés dans différentes régions.</li> </ul>



<p>Contribution aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'initiative a contribué aux efforts d'adaptation et d'atténuation par les moyens suivants</li> <li>• Une meilleure compréhension de la fonction écologique des forêts en relation avec le cycle du carbone.</li> <li>• Une meilleure connaissance de l'état des forêts au Cameroun et la reconnaissance du rôle des femmes dans le secteur forestier.</li> <li>• Une meilleure compréhension du changement climatique et de ses impacts différenciés sur les femmes et les hommes ; et</li> <li>• Une meilleure connaissance de la REDD+ et de sa relation avec le changement climatique.</li> </ul>
<p>Principales leçons</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'initiative a permis de tirer un certain nombre d'enseignements :</li> <li>• La cartographie et le renforcement des réseaux de femmes favorisent la représentation des femmes dans les principaux processus décisionnels.</li> <li>• Le renforcement de la capacité des femmes à défendre leurs droits permet aux femmes locales de mieux connaître leurs droits et les mécanismes locaux de règlement des griefs.</li> <li>• Il est nécessaire de mettre en place une collaboration institutionnelle et de renforcer les capacités afin que les femmes et les hommes soient reconnus comme contributeurs et bénéficiaires potentiels des ressources forestières.</li> <li>• La garantie des droits fonciers des femmes est importante pour promouvoir l'accès des femmes aux ressources naturelles et leur contrôle sur celles-ci.</li> <li>• Les ministères, les agences et les partenaires de mise en œuvre des initiatives REDD+ ont besoin de soutien et de capacités pour intégrer la dimension de genre dans les projets REDD+.</li> </ul>
<p>Défis</p>	<p>Il n'y a pas de données disponibles pour identifier les bonnes pratiques et produire des lignes directrices pour d'autres initiatives REDD+.</p>
<p>Évolutivité</p>	<p>Les stratégies utilisées par l'initiative pour impliquer les organisations de base, autochtones et féminines pourraient être reproduites dans d'autres pays africains. En outre, la méthodologie utilisée pour développer des données sur l'utilisation différenciée, l'accès et le contrôle des forêts pourrait être utilisée par d'autres pays africains.</p>
<p>Titre de l'initiative</p>	<p>&lt;&lt;Développement des Capacités, Participation Efficace et Leadership des Femmes&gt;&gt; : Plaidoyer pour les droits des femmes à la propriété foncière auprès des autorités nationales et des chefs coutumiers.</p>
<p>Année(s) du projet</p>	<p>2017-en cours</p>
<p>Source de financement</p>	<p>Des ONG</p>
<p>Partenaires de mise en œuvre</p>	<p>Coalition des Femmes Leaders pour l'Environnement et le Développement Durable (CFLEDD)</p>
<p>Intervention</p>	<p>Le projet vise à inciter les autorités nationales et les chefs coutumiers à reconnaître les droits des femmes en matière de titres fonciers et forestiers dans quatre régions de la République démocratique du Congo. Il inclut également la participation des femmes à l'action climatique.</p> <p>L'initiative est basée sur une étude menée par CFLEDD qui a révélé qu'environ 70 % des femmes en RDC n'ont pas accès aux droits fonciers et forestiers et ne sont pas impliquées dans les processus de prise de décision liés à la gouvernance forestière.</p>

<b>Impacts sur le genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les autorités nationales et les tribunaux coutumiers ont reconnu le rôle des femmes dans la gestion des forêts et le développement communautaire. Adoption de deux décrets provinciaux sur les droits des femmes à la terre</li> <li>• Attribution de terres aux femmes pour l'agroforesterie</li> <li>• Augmentation de l'accès des femmes à la terre et de la propriété foncière.</li> <li>• Réglementation nationale demandant à tous les ministères nationaux de mettre en place un point focal pour l'égalité des sexes.</li> <li>• Augmentation de la participation active des femmes autochtones à la gouvernance forestière et aux politiques d'action climatique</li> </ul>
<b>Contribution aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique</b>	<p>L'initiative a pour effet d'accroître la participation et les connaissances des femmes en matière d'adaptation et d'atténuation dans les différentes régions (Congo central, Bandundu, Équateur et Sud-Kivu).</p> <p>En tant que premières utilisatrices de la forêt, il est essentiel d'accroître la participation des femmes à la gouvernance forestière afin d'améliorer leur préservation.</p>
<b>Principales leçons</b>	Deux leçons essentielles peuvent être tirées de cette initiative : Il est nécessaire de développer des outils de plaidoyer pour les dialogues entre les autorités locales et nationales sur les droits des femmes à la terre et aux ressources forestières ; et, la garantie des droits des femmes à la terre augmentera leur participation à la gouvernance forestière et aux politiques pour l'action climatique.
<b>Défis</b>	L'un des principaux défis était l'insuffisance des moyens financiers pour étendre l'initiative à d'autres régions du pays.
<b>Évolutivité</b>	L'approche des dialogues pacifiques en tant qu'outil de plaidoyer défendue par les femmes est un modèle solide. La méthodologie peut être reproduite dans de nombreux autres pays africains où les femmes sont confrontées à des défis similaires en termes d'accès et de propriété des terres et des titres forestiers.

## Exemples d'interventions en Afrique de l'Est

<b>Analyse de genre</b>	
	'Kenya Gender Analysis'
<b>Année(s) du projet</b>	2016-2020
<b>Source de financement</b>	Ministère Fédéral Allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Sécurité Nucléaire et de la Protection des Consommateurs (BMU), Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ), Union Européenne, Gouvernement de l'Espagne
<b>Partenaires de mise en œuvre</b>	PNUD Kenya
<b>Intervention</b>	Cette analyse de genre a exploré les inégalités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès, le contrôle et l'utilisation des ressources au Kenya, ainsi que la participation des femmes et des hommes et les avantages qu'ils en tirent. Elle a également examiné dans quelle mesure les questions de genre sont intégrées dans les politiques, les cadres juridiques et institutionnels liés au climat au Kenya et dans quelle mesure ils sont aptes à soutenir une action climatique sensible au genre.
<b>Résultat(s)</b>	Des recommandations stratégiques ont été formulées pour intégrer le genre dans la gouvernance, la planification et les politiques, en vue de renforcer l'égalité des genres dans la planification et la mise en œuvre de la CDN.

Contribution aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique	Des actions climatiques sensibles au genre ont été identifiées dans les secteurs clés de la CDN que sont l'agriculture, l'énergie et l'eau. Les actions mises en évidence ont été planifiées, budgétisées et mises en œuvre dans le cadre de l'intégration de la dimension de genre dans la CDN du Kenya.
Principales leçons	Cette initiative a mis en évidence l'importance d'une analyse approfondie du genre pour éclairer la mise en œuvre de la CDN sensible au genre. L'analyse de genre a indiqué le niveau des lacunes en matière de capacités, de ressources financières et humaines dans les Ministères, Départements et Agences (MDA) de gouvernance et a attiré l'attention sur les lacunes en matière de genre dans les politiques sectorielles spécifiques.
Défis	Outre les ressources financières limitées, il n'y avait qu'un nombre restreint d'experts en matière d'égalité des sexes pour entreprendre une analyse approfondie de la question. L'absence de données ventilées par sexe dans certains secteurs/ministères clés de la CDN a également été relevée.
Évolutivité	L'analyse a fourni une base de référence et recommandé des points d'entrée pour l'intégration de la dimension de genre dans les CDN et d'autres actions climatiques sensibles au genre.
<b>Participation efficace et leadership des femmes</b>	
Titre de l'initiative	'Women In Rwandan Energy (WIRE)'
Année(s) du projet	2020-en cours
Sources de financement	USAID et Power Africa
Partenaires de mise en œuvre	Gouvernement du Rwanda et partenaires du secteur privé
Intervention	<p>Cette initiative se concentre sur la réalisation d'une analyse des écarts entre les hommes et les femmes dans le secteur des énergies renouvelables.</p> <p>Les études indiquent clairement qu'un large fossé subsiste entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'énergie au niveau mondial, mais surtout en Afrique où la main-d'œuvre reste dominée par les hommes et où les femmes sont très peu nombreuses.</p> <p>Les experts reconnaissent toutefois que la promotion de la participation des femmes à la prise de décision dans le secteur de l'énergie peut favoriser la croissance économique inclusive, la rentabilité et la durabilité.</p> <p>L'initiative WIRE collabore avec des entreprises rwandaises du secteur de l'énergie dans le cadre d'un mentorat de trois mois et d'une formation en cours d'emploi pour 115 femmes diplômées d'universités et de collèges techniques, afin de les doter des compétences et de l'expérience nécessaires pour entamer une carrière dans le secteur de l'énergie.</p>
Impacts sur le genre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la participation des femmes dans le secteur de l'énergie traditionnellement dominé par les hommes</li> <li>• Les femmes ont acquis de l'expérience et des compétences dans le secteur de l'énergie</li> <li>• Les entreprises et les communautés sont davantage convaincues que les femmes sont capables de travailler dans le secteur de l'énergie.</li> <li>• Augmentation des possibilités d'emploi pour les femmes</li> </ul>
Contribution aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique	L'initiative renforce la résilience des femmes par la création d'emplois alternatifs, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis des ressources naturelles pour leur subsistance.
Principales leçons	Le renforcement des compétences et des capacités des femmes dans les secteurs traditionnellement dominés par les hommes peut briser les barrières entre les sexes et ouvrir la voie à de futures opportunités pour les femmes.

Évolutivité	L'approche méthodologique peut être reproduite dans de nombreux pays africains où les femmes sont négligées dans le secteur de l'énergie.
<b>Participation des femmes et des hommes</b>	
Titre de l'initiative	'Improve women's income and resilience to climate change in Uganda'
Année(s) du projet	2019-en cours
Source de financement	Union Européenne
Partenaires de mise en œuvre	Département Ougandais du Changement Climatique, FAO, et gouvernement local/de district
Intervention	Passage de l'agriculture de subsistance à petite échelle à l'agriculture à grande échelle pour un groupe de femmes. Le groupe de femmes de Twezimbe est l'un des nombreux groupes d'agriculteurs soutenus dans le cadre du projet GCCA. 90 % des membres du groupe sont des femmes et 10 % des hommes. Les agriculteurs cultivaient auparavant des légumes sur des parcelles de terre éparses. Ce projet leur a permis de cultiver des tomates sur un grand terrain. Le groupe d'agriculteurs a été sensibilisé aux bonnes pratiques agricoles et a bénéficié d'un système d'irrigation solaire.
Impacts sur le genre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Expansion de l'agriculture légumière à plus grande échelle et utilisation de l'irrigation solaire.</li> <li>• Techniques d'épargne de groupe utilisées par les membres et conduisant à la récolte de tomates sur deux acres de terre.</li> <li>• Amélioration du rendement des cultures, des revenus et de l'épargne du groupe à partir des revenus agricoles.</li> </ul>
Défis	Marché limité et manque de compétences en matière de valorisation des tomates.
Principales leçons	Dans le cadre du projet, un groupe commun s'est mobilisé pour pratiquer l'agriculture à grande échelle et utiliser l'irrigation solaire. Des hommes ont été inclus dans le groupe de femmes.
Évolutivité	Cette étude de cas peut être transposée à une plus grande échelle, notamment en ce qui concerne l'agriculture légumière et les techniques d'épargne collective, qui ont un impact positif sur la dimension du genre.

### Exemples d'interventions en Afrique du Nord

<b>Participation des femmes et des hommes</b>	
Titre de l'initiative	'Acacias For All': women fighting desertification in Tunisia
Année(s) du projet	2012-2015
Source de financement	Rolex; W4; UBCI BNP Paribas; Fondation Heinrich Böll Stiftung
Partenaires de mise en œuvre	Des OSC
Intervention	Cette initiative s'est concentrée sur le taux élevé de dégradation des sols et de déforestation en Tunisie, en formant les femmes - les principaux ouvriers agricoles - à des techniques alternatives d'agriculture intensive (agriculture biologique, permaculture, agroforesterie) ainsi qu'à la gouvernance et à la gestion financière des coopératives.
Impacts sur le genre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation des femmes aux techniques agricoles respectueuses de l'environnement et au transfert de connaissances</li> <li>• Création de coopératives de femmes et formation à la gestion financière et à la gouvernance</li> <li>• Formation des coopératives de femmes à l'ajout de chaînes de valeur agricoles</li> <li>• Augmentation de l'autonomie financière des femmes</li> </ul>

Contribution aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plantation de deux barrières d'acacias comme mur vert contre le sable et la désertification.</li> <li>• La formation à l'agriculture durable réduit l'empreinte carbone de l'agriculture.</li> <li>• Sensibilisation accrue des femmes et des hommes au changement climatique.</li> </ul>
Principales leçons	Les femmes participent activement à la production agricole et jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et dans le renforcement du transfert de connaissances sur l'agriculture durable au sein de la communauté.
Défis	Insuffisance des moyens financiers pour étendre l'initiative à d'autres régions du pays.
Évolutivité	Le modèle coopératif garantit la durabilité du projet.

### Exemples d'interventions en Afrique du Sud

<b>Développement des capacités, participation efficace et leadership des femmes</b>	
Titre de l'initiative	'Gender Climate Change and Agricultural Support Programme (GCCASP) in Malawi'
Année(s) du projet	2015-2020 <sup>3</sup>
Sources de financement	Agence de Développement de l'Union africaine - NEPAD (AUDA-NEPAD)
Partenaires de mise en œuvre	Ministères et agences gouvernementales, ONG
Intervention	<p>L'initiative a été développée en réponse à des conditions météorologiques extrêmes plus fréquentes au Malawi, qui exacerbent la vulnérabilité des petits exploitants agricoles, en particulier des femmes, menaçant ainsi leurs moyens de subsistance.</p> <p>Les initiatives du GCCASP visaient à améliorer la résilience au changement climatique des femmes rurales dans l'agriculture en aidant à combler les lacunes politiques et institutionnelles en matière de genre, en renforçant les capacités de 50 000 petites exploitantes agricoles dans le domaine de l'agriculture intelligente face au climat, et en établissant et en renforçant les plateformes de femmes.</p>
Impacts sur le genre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création et renforcement des capacités des coopératives de femmes.</li> <li>• Formation de 50 000 femmes à l'agriculture intelligente face au climat.</li> <li>• Renforcement des capacités des ministères et des agences de mise en œuvre en matière d'intégration de la dimension de genre dans les politiques et les pratiques.</li> <li>• Mise en place de plateformes nationales de partenariat sur l'autonomisation des femmes et l'amélioration de l'adaptation de l'agriculture des femmes au changement climatique.</li> <li>• Création d'une communauté de pratique pour partager les meilleures pratiques en matière d'adaptation au changement climatique et de relation entre le changement climatique et l'agriculture.</li> <li>• Création d'un centre de développement des entreprises pour que le projet ait un impact durable. Le modèle hybride adopté pour accroître l'adhésion du gouvernement et du secteur privé peut être reproduit dans d'autres pays africains.</li> </ul>
Contribution aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique	La formation aux pratiques agricoles durables réduit les émissions de carbone de l'agriculture.

3. Ce projet a été prolongé avec des activités de mise en œuvre post-projet jusqu'en 2022.

Principales leçons	La collaboration institutionnelle et le renforcement des capacités en matière d'intégration de la dimension de genre peuvent réduire les lacunes en matière de politique du genre et accroître la participation à l'action climatique.
Défis	Financement insuffisant pour étendre l'initiative à d'autres régions du pays.
Évolutivité	Le modèle coopératif garantit la durabilité du projet et permet d'étendre l'intervention.
<b>Développement des capacités, participation efficace et leadership des femmes</b>	
Titre de l'initiative	'The Cashew Infrastructure Development Project (CIDP) in Zambia'
Année(s) du projet	2015-en cours
Sources de financement	Banque Africaine de Développement
Partenaires de mise en œuvre	Ministères et agences gouvernementales
Intervention	<p>En Zambie, les femmes et les hommes jouent des rôles différents et sont confrontés à des contraintes distinctes tout au long de la chaîne de valeur agricole, notamment en ce qui concerne la propriété foncière, les intrants agricoles et les ressources financières. Les conditions météorologiques extrêmes, accompagnées de l'incidence des ravageurs et des maladies, ont accru la vulnérabilité des femmes en affectant leurs moyens de subsistance.</p> <p>Le projet vise à réduire la pauvreté en augmentant les revenus des ménages grâce à la valorisation de la production de noix de cajou.</p>
Impacts sur le genre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'initiative a soutenu 60 000 personnes, dont la moitié sont des femmes, tout au long de la chaîne de valeur du cajou, de la production à la commercialisation en passant par la transformation.</li> <li>• Une analyse de genre a été réalisée lors de la conception du projet.</li> <li>• Un consultant spécialisé dans les questions de genre a été engagé au sein de l'unité de coordination du projet afin de garantir l'intégration de la dimension de genre dans toutes les phases du projet.</li> <li>• Le personnel de l'unité de coordination du projet a reçu une formation sur l'intégration de la dimension de genre et des points focaux ont été mis en place dans tous les ministères et agences chargés de la mise en œuvre.</li> <li>• Le projet a intégré l'égalité des sexes dans le cadre logique, dans toutes les activités, tous les produits, tous les résultats et tous les indicateurs du projet spécifiant des objectifs en matière de genre.</li> <li>• Un budget sensible au genre a été élaboré et des fonds spécifiques ont été alloués à la mise en œuvre d'activités sensibles au genre.</li> <li>• Des données ventilées par âge et par sexe ont été collectées et analysées au cours de la mise en œuvre du projet afin d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs liés au genre.</li> <li>• Les normes sociales et les barrières culturelles liées à l'accès des femmes à la terre ont été abordées afin de garantir l'accès continu des femmes à la production agricole.</li> </ul>
Contribution aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique	En renforçant la résilience de l'agriculture face aux effets du changement climatique, les hommes et les femmes sont aidés à s'adapter à la sécheresse et aux périodes de sécheresse qui prévalent dans le pays.
Principales leçons	Le projet est un bon exemple de la nécessité d'une action de lutte contre le changement climatique sensible au genre pour créer une résilience inclusive dans le développement agricole. En intégrant des considérations de genre dans sa conception, sa mise en œuvre et son suivi, le projet a contribué à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes tout au long de la chaîne de valeur agricole.

Défis	La base de référence a été élaborée sans recourir à une approche participative des parties prenantes.
Évolutivité	La méthodologie des initiatives du projet peut être adoptée dans d'autres régions d'Afrique pour renforcer la résilience inclusive dans le développement agricole et le changement climatique.

### Exemples d'interventions en Afrique de l'Ouest

Effective participation and women's leadership	
Titre de l'initiative	'Promoting Sustainable Cooking Energy in Communities (PSCEC) in The Gambia'
Année(s) du projet	2021-2023
Source de financement	PNUD
Partenaires de mise en œuvre	Ministère de l'Environnement, du Changement Climatique et des Ressources Naturelles ; Association des Organisations Non Gouvernementales (TANGO)
Intervention	<p>La croissance rapide de la population, ainsi que l'urbanisation, ont contribué à la détérioration continue de l'environnement en Gambie. La forte demande en bois de chauffage et en charbon de bois a entraîné une augmentation de l'abattage des arbres, la forêt naturelle continuant à disparaître ou du moins à se détériorer. Il semble que le secteur de l'énergie domine les émissions de CO<sub>2</sub>, l'utilisation du charbon de bois et du bois de chauffage pour la cuisine étant les sources les plus importantes.</p> <p>Le PSCEC promeut des solutions de cuisine durables dans les communautés et l'adoption d'une énergie propre au niveau local. Il distribue des fourneaux à haut rendement énergétique et des fourneaux alimentés au GPL dans les communautés afin de réduire la consommation de bois de chauffage et de charbon de bois. Son objectif est de réduire le budget des ménages consacré au bois de chauffage et au charbon de bois, ainsi que les émissions de CO<sub>2</sub> qui y sont associées. Au total, 300 fourneaux à haut rendement énergétique ont été distribués.</p>
Impacts sur le genre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les fourneaux à haut rendement énergétique permettent d'économiser de l'argent, du temps et du combustible, et de cuisiner plus facilement et plus rapidement. Les femmes ont plus de temps à consacrer à leurs activités professionnelles car elles passent moins de temps à cuisiner. Les revenus des ménages se sont améliorés grâce aux économies réalisées sur l'achat de bois de chauffage/charbon de bois.</li> <li>• En émettant moins de fumée, les fourneaux à haut rendement énergétique réduisent également la pollution et améliorent l'état de santé des femmes et des enfants.</li> </ul>
Contribution aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique	L'intervention a eu des retombées sociales, environnementales et économiques importantes pour les ménages, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et la pression sur les forêts.
Principales leçons	La participation directe des bénéficiaires, l'expérience qu'ils ont acquise et les avantages qu'ils ont retirés de l'utilisation des fourneaux à haut rendement énergétique ont permis de sensibiliser leurs communautés. Cela a été un facteur clé pour susciter l'intérêt et l'enthousiasme des autres ménages. Le projet a également permis de populariser l'importance de la participation communautaire dans la résolution des problèmes liés au changement climatique, à la réduction des risques de catastrophe et à la gestion des ressources naturelles.
Défis	L'allocation de 300 fourneaux n'était pas suffisante pour chaque ménage (1 300 ménages dans la communauté d'Essau).

<b>Évolutivité</b>	<p>En mettant l'accent sur les solutions énergétiques durables pour la cuisine, l'engagement communautaire et la sensibilisation au changement climatique, ce projet a montré qu'il était possible de susciter l'adoption d'une énergie propre au niveau local, d'accélérer la prise de conscience au sein des communautés par un processus en cascade, tout en s'attaquant à la pauvreté énergétique et aux facteurs du changement climatique.</p> <p>L'activité s'est avérée très efficace en raison des changements immédiats et significatifs dont les bénéficiaires ont été témoins en l'espace de quelques semaines seulement.</p>
<b>Cadre politique inclusif</b>	
<b>Titre de l'initiative</b>	'National Action Plan on Gender and Climate Change (NAPGCC) for Nigeria'
<b>Année(s) du projet</b>	2016- 2020
<b>Sources de financement</b>	PNUD, Programme de Recherche du CGIAR sur le Changement Climatique, l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (CCAFS), Both ENDS, Institut International de Recherche sur le Bétail (ILRI), Programme des Femmes pour l'Environnement (WEP)
<b>Partenaires de mise en œuvre</b>	Ministères, Départements et Agences fédéraux concernés (MDA)
<b>Intervention</b>	<p>femmes sont les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Cependant, elles ne sont pas consultées et ne sont pas impliquées dans les processus participatifs de l'action contre le changement climatique. En outre, la plupart des actions et des politiques relatives au changement climatique sont conçues sans tenir compte des contributions et des connaissances uniques des femmes.</p> <p>Reconnaissant la nécessité d'intégrer le genre dans la contribution déterminée au niveau national du Nigéria dans le cadre de l'Accord de Paris, le gouvernement fédéral a travaillé avec les parties prenantes pour développer des stratégies innovantes afin de garantir un plan d'action sensible au genre et réactif pour la planification et la programmation en matière de changement climatique (NAPGCC).</p>
<b>Impacts sur le genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le NAPGCC se concentre sur des stratégies efficaces pour intégrer le genre dans la mise en œuvre des initiatives nationales de lutte contre le changement climatique, y compris les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) du Nigéria dans le cadre de l'Accord de Paris. Il est conforme à l'intention du Nigéria d'autonomiser les femmes et de répondre à leurs besoins dans le contexte du changement climatique.</li> <li>Le plan présente des étapes pour s'assurer que, dans la construction d'un Nigéria résilient au changement climatique, les rôles importants et critiques des femmes, des jeunes et d'autres groupes vulnérables sont pris en compte dans la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales pertinentes.</li> </ul>
<b>Contribution aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique</b>	L'objectif de ce plan est de veiller à ce que les processus nationaux de changement climatique au Nigeria intègrent les considérations d'égalité entre les hommes et les femmes, afin de garantir l'inclusion de tous les groupes démographiques dans la formulation et la mise en œuvre d'initiatives, de programmes et de politiques en matière de changement climatique.
<b>Principales leçons</b>	La stratégie de mise en œuvre élaborée avec le calcul des coûts des projets proposés dans les domaines prioritaires a mis en évidence la collaboration entre le gouvernement et les OSC en ce qui concerne les dispositions techniques et financières. Elle a également mis en lumière l'implication active du gouvernement et son appropriation de l'ensemble du processus.
<b>Défis</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Peu d'experts en matière de genre entreprennent une analyse approfondie de la question.</li> <li>L'indisponibilité de données ventilées par sexe dans certains secteurs/ministères clés de la CDN</li> </ul>



Évolutivité	L'analyse de genre a fourni une base de référence et des recommandations fondées sur le genre comme point de départ pour l'intégration du genre dans les CDN et d'autres actions climatiques sensibles au genre.
<b>Financement du climat et budgétisation sensible au genre</b>	
Titre de l'initiative	'Controlling Chemical Fertilizers and Pesticides Use through Organic Farming in Dobi and Padgana Communities in Gwagwalada Area Council, Abuja, Federal Capital Territory (FCT), Nigeria'
Année(s) du projet	2020- 2021
Source de financement	Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS), FEM, PNUD, Programme de Petites Subventions du FEM (SGP)
Partenaires de mise en œuvre	Programme des Femmes pour l'Environnement (WEP)
Intervention	<p>Ce projet visait à réduire la quantité d'intrants chimiques utilisés dans l'agriculture au sein des communautés cibles.</p> <p>Le projet s'est concentré sur la promotion de l'agriculture durable et la lutte contre les effets du changement climatique par l'adoption de pratiques agricoles biologiques - par exemple la production et l'utilisation d'engrais et de pesticides biologiques - avec une formation spécifique pour les agricultrices.</p>
Impacts sur le genre	<p>Si les hommes et les femmes sont tous deux impliqués dans les activités agricoles au Nigeria, les femmes le sont davantage que les hommes en raison du rôle que leur assigne la société, à savoir produire de la nourriture pour la famille. Les femmes sont également chargées de cuisiner pour leur famille et sont donc plus impliquées dans l'agriculture de subsistance.</p> <p>Le projet a ciblé les agriculteurs, hommes et femmes, ainsi que les jeunes. Il convient également de noter que les deux communautés ciblées par le projet étaient des communautés dominées par le peuple autochtone d'Abuja, les Gbagyis.</p>
Contribution aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique	Ce projet est lié à un certain nombre des Objectifs de Développement Durable que le Nigeria a signé. Plus précisément, la gestion des produits chimiques est liée aux objectifs de développement durable 4, 11, 13 et 15, bien qu'elle soit également liée à d'autres objectifs. Le projet visait à contribuer aux efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique en réduisant l'utilisation d'intrants chimiques dans l'agriculture au sein des communautés cibles. Il a encouragé les pratiques agricoles durables, notamment l'adoption de méthodes d'agriculture biologique telles que la production et l'utilisation d'engrais et de pesticides biologiques. Plus précisément, le projet a fourni une formation aux agricultrices de ces communautés. En outre, le projet s'est concentré sur les communautés dominées par les peuples autochtones d'Abuja, les Gbagyis, s'alignant ainsi sur leurs efforts pour faire face aux impacts du changement climatique grâce à des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement.
Principales leçons	Le développement des matières organiques utilisées pour la production de pesticides comprend : Feuilles et graines de Neem, oignons, poivre et savon noir local. La communauté agricole s'est montrée enthousiaste à l'idée d'abandonner les produits chimiques au profit d'une méthode agricole plus respectueuse de l'environnement et de la santé, qui permet de réaliser des économies et d'ajouter de la valeur aux produits agricoles.
Défis	Les barrières linguistiques ont constitué un obstacle à la mise en œuvre du projet.
Scalability	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une approche participative a été employée pour impliquer diverses parties prenantes dans la préparation du plan d'action.</li> <li>• Ces parties prenantes pourraient être engagées pour traduire les informations sur le projet et fournir un mentorat aux acteurs clés dans les différentes localités. Il pourrait s'agir de stratégies d'engagement avec les communautés auprès des agences gouvernementales, des donateurs et des industries pour l'extension du projet.</li> </ul>

## Section 5 : Renforcement des capacités

### 5.1 Besoins des pays africains

Les interactions avec les intervenants ont fait ressortir plusieurs problèmes communs et des besoins importants et urgents, dont bon nombre sont nécessaires pour remédier aux inhibiteurs identifiés ci-dessus. Ces problèmes et besoins sont résumés ci-dessous. Leur réalisation permettra aux pays africains d'accélérer leurs actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique sensibles au genre.

a. **Coordination fonctionnelle et rapports**

**d'activités :** Les activités sont mises en œuvre par différents ministères, agences et départements. Cependant, de nombreuses parties prenantes ont noté que dans de nombreux pays, les activités des différentes agences et organisations de la société civile ne sont pas suffisamment coordonnées, intégrées et connectées ; par conséquent, il existe peu d'informations sur ce qui se passe dans les différents endroits. Les points focaux et les gouvernements centraux manquent d'informations sur les diverses activités en cours dans leur pays. Il est nécessaire de promouvoir et de soutenir la coopération entre les agences, les points focaux et les unités administratives sous-nationales afin d'améliorer la coordination, la collecte de données et l'établissement de rapports.

b. **Sensibilisation :** Il est nécessaire, aux niveaux national et local, de sensibiliser le public au programme de travail de Lima et au plan d'action pour l'égalité entre les hommes et les

femmes, ainsi qu'à la pertinence de l'intégration de l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'action climatique. Une sensibilisation est également nécessaire à tous les niveaux pour améliorer la compréhension de l'intégration de la dimension de genre dans la mesure, la notification et la vérification (MRV) du changement climatique.

c. **Soutien financier et technique externe :** Les ressources financières et techniques de la CCNUCC, des institutions financières bilatérales et multilatérales et des banques sont nécessaires pour mettre en œuvre les politiques, les plans et les décisions sur le genre et le climat et d'autres questions transversales connexes.

d. **Ressources internes :** L'Afrique a besoin d'une plus grande capacité à mobiliser des ressources internes au niveau national, dans un pays et à travers le continent, par les instances régionales et sous-régionales. Les gouvernements doivent également être capables de planifier, déployer et gérer efficacement les ressources nécessaires, y compris une budgétisation sensible au genre pour les actions climatiques. Des outils tels que la budgétisation sensible au genre pour l'action climatique peuvent être utiles.

e. **Capacités technologiques et de recherche :** Les capacités technologiques et de recherche sont deux domaines majeurs dans la plupart des pays africains qui requièrent un soutien urgent et critique.

### 5.2 Le rôle des jeunes négociateurs africains

Suite aux besoins susmentionnés, pour comprendre le niveau de capacité des jeunes négociateurs africains à commercialiser et à négocier les questions relatives au changement climatique en faveur de l'Afrique, une brève enquête a été menée auprès des jeunes négociateurs africains.<sup>4</sup>

L'enquête était basée sur l'hypothèse que les rôles des négociateurs sur le changement climatique

sont indispensables pour une négociation réussie, et la sensibilisation et la mobilisation des parties prenantes pour une mise en œuvre efficace de la décision de la CCNUCC sur le genre, y compris le Programme de Travail de Lima Renforcé sur le Genre et son Plan d'Action sur le Genre.

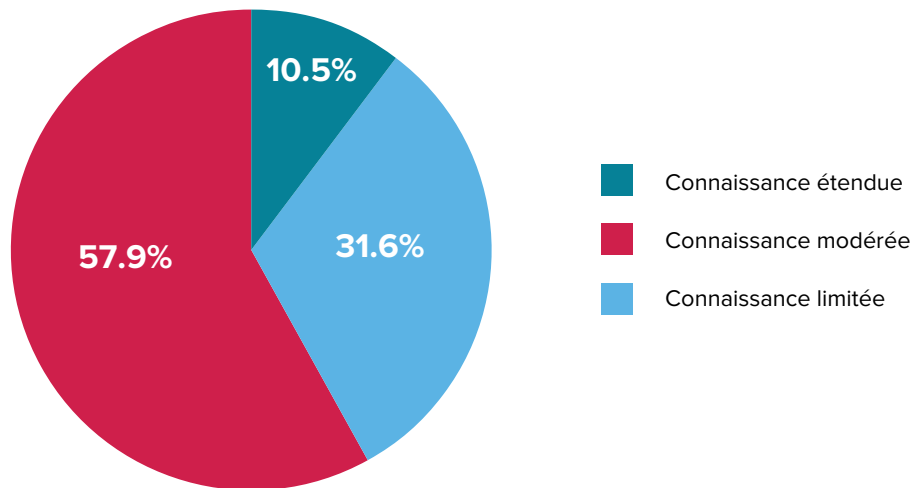
Les résultats de l'enquête montrent que 57,9 pour cent des personnes interrogées estiment avoir

4. L'enquête a été menée auprès de 13 femmes, 1 homme et 1 personne identifiée comme non binaire.

des connaissances modérées sur le changement climatique, tandis que 31,6 pour cent estiment avoir des connaissances peu étendues et 10,5 pour cent ont déclaré avoir des connaissances importantes

(Figure 5). Cela suggère la nécessité de renforcer les capacités des jeunes négociateurs sur les thèmes du changement climatique.

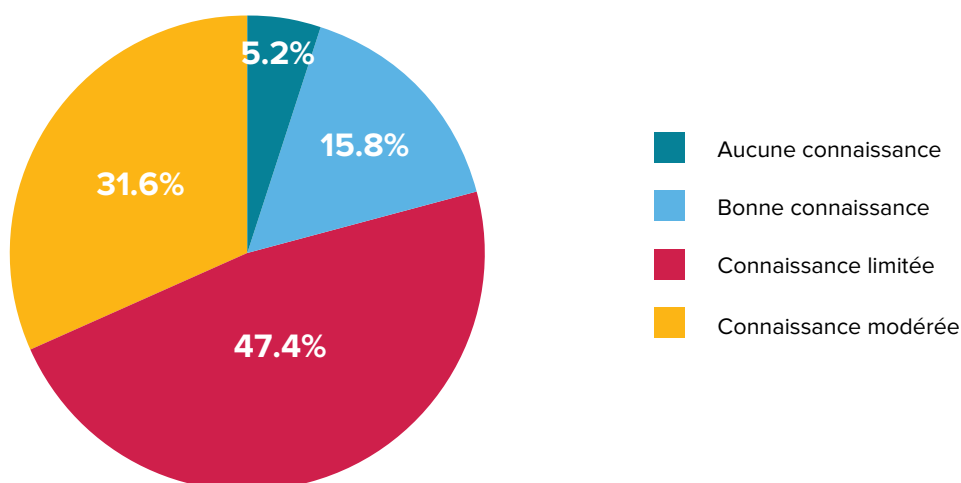
**Figure 5 : membres des jeunes negociateurs africains, niveau de connaissance du sujet, y compris de la question**



Le pourcentage de ceux qui ont une bonne connaissance du genre et de l'action climatique, y compris le contenu, le contexte et la manière de mener leurs négociations, ainsi que les positions des autres négociateurs non africains, est relativement faible : 5,2 % ne savent pas du tout, 47,4 % ont une connaissance limitée, tandis que 31,6 % déclarent avoir une connaissance modérée. Seuls 15,8 % ont

déclaré que les jeunes membres ont une bonne connaissance du genre et de l'action climatique, y compris du contenu, du contexte et de la manière de mener leurs négociations, ainsi que des positions des autres négociateurs non africains. Une observation similaire a été faite concernant leurs compétences en matière de négociation.

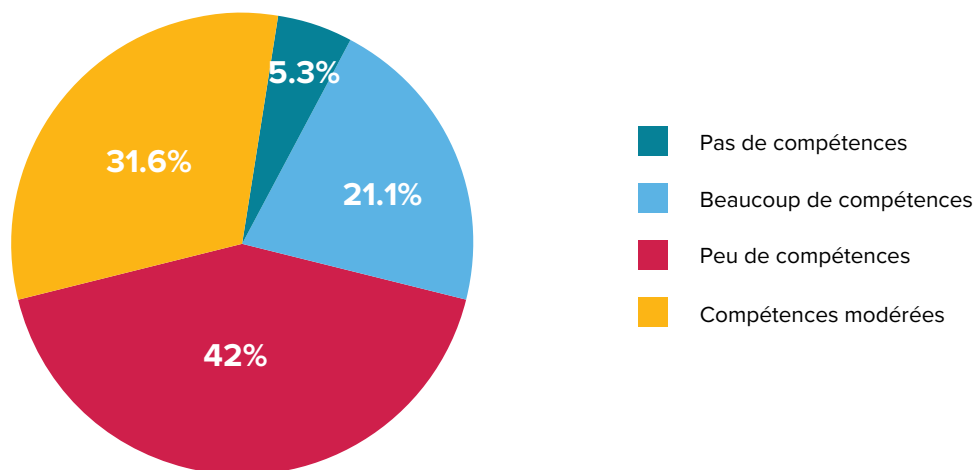
**Figure 6 : etendue des connaissances des jeunes negociateurs africains sur l'egalite des sexes et l'action climatique, y compris le contenu, le contexte et la maniere de mener leurs negociations, ainsi que les positions d'autres negociateurs non-africains**



Près de la moitié des membres des jeunes négociateurs africains interrogés ont déclaré qu'ils ne disposaient pas de fortes compétences et stratégies de négociation pour s'engager dans les négociations générales de la CCNUCC. 5,3 % ont déclaré qu'ils n'en avaient pas du tout, tandis que

42 % ont déclaré qu'ils en avaient un peu ; 31,6 % et 21,1 % ont déclaré qu'ils en avaient modérément et beaucoup, respectivement. Cela montre qu'il est nécessaire de les exposer à la fois au mentorat et au développement des capacités, en particulier autour des compétences et des stratégies de négociation.

**Figure 7 : etendue des compétences et des stratégies de négociation des jeunes négociateurs africains pour s'engager dans des négociations internationales**



La nécessité de développer les capacités a également été observée chez les négociateurs africains les plus âgés.

“ Dans les pays non Africains, il y a beaucoup de négociateurs, mais nous n’avons pas ce luxe, même pour des points de l’ordre du jour tels que le financement. Dans les pays qui ont beaucoup de négociateurs, l’un d’entre eux se concentrera sur les questions liées à l’adaptation et au financement, tandis qu’un autre s’occupera du financement à long terme. Mais lorsque vous n’avez qu’un seul négociateur financier pour un pays et que vous devez traiter tous ces points de l’ordre du jour, il devient difficile pour eux d’être efficaces. Lorsque vous en arrivez à la question du genre, vous vous apercevez que vous êtes à court de personnel. Nous avons donc besoin de soutien pour augmenter le nombre de nos négociateurs participant au processus”. - Ephraim Mwepya Shitima, président du Groupe Africain de négociateurs 2022-2023

Outre la capacité individuelle à négocier, l’Afrique a besoin de capacités au niveau national et régional pour augmenter le nombre de négociateurs participant au processus de négociation. Le continent et les pays membres de l’Union Africaine doivent également être en mesure d’équiper les négociateurs pour qu’ils représentent de manière adéquate les intérêts africains, en les formant

pour qu’ils deviennent des experts clés, soutenant la production de négociations basées sur des preuves. Il est également important de soutenir les experts techniques expérimentés et compétents qui apportent un soutien de fond aux négociateurs de première ligne, comme cela a été noté lors des interactions avec les principales parties prenantes.

## Section 6 : Principales conclusions et recommandations

a. **Renforcer les compétences et les capacités pour l'intégration de la dimension de genre :**

Les actions de lutte contre le changement climatique sensibles au genre ne peuvent être couronnées de succès sans le renforcement des capacités des institutions, des parties prenantes et des acteurs clés concernés, tels que les ministères, les agences chargés de la lutte contre le changement climatique et les mécanismes de coordination des CDN. L'une des lacunes signalées dans toute l'Afrique est le manque de capacité des décideurs politiques et du personnel des agences à intégrer la dimension de genre dans les politiques et les interventions. Il convient de planifier et de budgétiser la formation régulière du personnel et le mentorat par les pairs en matière d'intégration de la dimension de genre. Les OSC, les ONG et les universités/institutions de formation devraient être associées à la mise en œuvre du renforcement des capacités. Un spécialiste de l'égalité des sexes dans le domaine du changement climatique devrait être nommé dans toutes les interventions des projets sur le changement climatique et dans les secteurs connexes afin de renforcer les capacités du personnel régulier du ministère.

b. **Mettre en œuvre le cadre africain de suivi et d'évaluation par les pairs :** Le lancement du cadre africain de suivi et d'évaluation par les pairs semble plausible. Ce cadre réunira des membres issus d'universités, d'OSC et d'agences gouvernementales à différents niveaux sous-régionaux. Ils formeront un groupe sous-régional qui examinera périodiquement la mise en œuvre des questions de genre dans les CDN dans les pays de la sous-région. Le groupe conseillera également les acteurs nationaux sur les stratégies de renforcement de leurs engagements politiques et programmatiques. Le cadre servirait de cadre d'examen et d'apprentissage par les pairs, ainsi que d'évaluation comparative.

c. **Mener des analyses complètes sur le genre :** Une autre lacune observée dans certains pays africains est la qualité des analyses de genre réalisées. La réalisation d'une analyse de genre est perçue comme un comptage du nombre de femmes et d'hommes touchés dans une population, sans mettre en lumière les structures

institutionnelles non équitables, les dynamiques de pouvoir inégales, ainsi que l'accès et le contrôle des ressources qui sont nécessaires pour éclairer la conception des interventions. Il faudrait donc procéder à des analyses complètes de la situation des hommes et des femmes avant de concevoir des interventions, afin d'explorer la mesure dans laquelle les vulnérabilités sont liées à l'appartenance à un sexe. Les interventions doivent prendre en considération qui possède et contrôle les ressources, qui a accès au financement, et les relations de pouvoir inégales concernant la prise de décision au niveau de la communauté. L'analyse devrait éclairer la conception des interventions des projets visant à combler les lacunes identifiées en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.

d. **Les planificateurs de l'adaptation et de l'atténuation doivent s'assurer que le genre est intégré dans les résultats, les activités et les indicateurs des projets :**

Dans la plupart des interventions en Afrique, l'action climatique sensible au genre est communément comprise comme étant simplement des interventions ciblant les femmes ou faisant référence aux femmes dans les documents politiques comme faisant partie des groupes les plus vulnérables, sans action sur le terrain. Au contraire, les interventions devraient intégrer un objectif d'égalité des sexes et les différents besoins des groupes au sein de la population dans les objectifs, les activités, les produits et les résultats des actions d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Lors de l'élaboration du cadre logique, les activités, les résultats et les indicateurs spécifiques au genre doivent être clairement définis afin de mesurer et de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés.

e. **Soutien budgétaire aux efforts d'intégration de la dimension de genre au sein des ministères, des départements et des agences du gouvernement :**

Les pays africains prennent des engagements significatifs en termes d'élaboration de politiques et de plans stratégiques, mais la mise en œuvre a pris du retard en raison de ressources limitées. Pour garantir l'efficacité d'un budget sensible au genre, des fonds spécifiques devraient être alloués aux unités de coordination pour le genre afin de mettre en œuvre des activités

sensibles au genre. Le département national de planification budgétaire devrait définir des critères pour les budgets des ministères afin d'intégrer les considérations de genre dans le processus de planification et de budgétisation. Le point focal pour l'égalité entre les femmes et les hommes devrait être impliqué pour fournir des lignes directrices afin que les activités soient ciblées sur les besoins stratégiques de tous les groupes de population, et non seulement des femmes.

- f. **Améliorer la collecte, l'analyse et la communication de données ventilées par sexe :** Les pays d'Afrique se sont conformés aux engagements internationaux en matière de collecte de données ventilées par sexe en rapport avec le changement climatique, mais il reste encore beaucoup à faire, car ces ensembles de données sont difficiles à transcrire et à comprendre l'étendue et la nature de la participation des femmes. Les planificateurs de l'adaptation doivent redoubler d'efforts pour collecter, analyser et diffuser des données ventilées par sexe afin de pouvoir mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs liés au genre. Il est généralement nécessaire d'intégrer des éléments liés au genre dans le suivi et l'évaluation des actions climatiques et d'améliorer les systèmes de collecte et de gestion des données ventilées par sexe.

- g. **Harmoniser la coordination des efforts et renforcer la synergie entre les ministères et les agences gouvernementales en ce qui concerne la planification et la mise en œuvre d'actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique sensibles au genre :** Par exemple, il devrait y avoir des rôles clairement définis entre les points focaux de la CCNUCC et les points focaux des Ministères du Genre. La relation et le cadre institutionnel doivent être très clairs entre les deux et leurs relations. Cela résoudra les problèmes de rivalités et de menaces pour les deux parties.
- h. **Renforcer les capacités des jeunes africains dans les processus de négociation, en les aidant financièrement à assister aux conférences des parties annuelles et à d'autres événements clés liés au changement climatique :** Certains jeunes négociateurs sont les piliers du Groupe africain de négociateurs. Il est donc essentiel de renforcer leurs compétences en matière de négociations, notamment par des programmes de tutorat sur la manière dont les positions sont formulées. En outre, les femmes et les jeunes militants africains du climat devraient être encouragés à assister aux conférences des parties. Les négociateurs devraient être sélectionnés de manière à couvrir tous les principaux secteurs des ministères, départements et agences (y compris l'eau, l'agriculture, les finances et le changement climatique).

# Références

- African Development Bank (2015). [Empowering African Women: An Agenda for Action, Gender equality Index](#).
- African Development Bank (2016). [African Development Report 2015 Growth, Poverty and Inequality Nexus: Overcoming Barriers to Sustainable Development](#). Abidjan: ADB
- African Climate Policy Centre (ACPC, 2013). [Vulnerability to Climate Change in Africa: Challenges and Recommendations for Africa](#). ClimDev-Africa Policy Brief 2,
- African Union (2020). [A new Decade of Women's Financial and Economic Inclusion; why scaling up actions is inevitable](#).
- Ministry of Environment, Science, Technology and Innovation and Ministry of Gender, Children and Social Protection. Antwi-Agyei, P., Abu, M. & Okyere-Nyako, A. (2021). [Climate Change Gender Action Plan](#). Accra: Government of Ghana,
- Demirgüç-Kunt, A., L. Klapper, D. Singer, S. Ansar, and J. Hess. (2018). [The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution](#). Washington, DC: World Bank.
- Department of Climate Change, Federal Ministry of Environment, Nigeria (2021). [2050 Long-Term Vision for Nigeria \(LTV-2050\): Towards the Development of Nigeria's Long-Term Low Emissions Development Strategy \(LT-LEDS\)](#).
- Desai, B. & Mandal, M. (2021). [Role of Climate Change in Exacerbating Sexual and Gender-Based Violence against Women: A New Challenge for International Law](#). Environmental Policy and Law, 51, 137–157
- Government of Egypt (2022). [Egypt's Second Updated Nationally Determined Contributions](#)
- UNEP-UN Women-DPPA-UNDP (2020). [Gender, Climate Change, and Conflict Dynamics in Egypt: Opportunities for Synergistic Action](#).
- FAO (2011). [Women in Agriculture, Closing the Gender Gap for Development](#).
- Fitzgerald 2. (2021). [Advancing Gender-Responsive Climate Action Through National Adaptation Plan \(NAP\) Processes - NAP Global Network Synthesis Report, 2019-2020](#).
- Ganle, J. K., Obeng, B., Segbefia, A. Y., Mwinyuri, V., Yeboah, J. Y., & Baatiema, L. (2015). [How Intra-Familial Decision-Making Affects Women's Access to, and Use of Maternal Healthcare Services in Ghana: A Qualitative Study](#). BMC Pregnancy and Childbirth, 15, 173.
- Global Centre for Adaptation (2019) Press release: '[Global Commission on Adaptation Launches "Year of Action" to Accelerate Climate Adaptation](#)'.
- Government of Ghana, Ministry of Environment, Science, Technology and Innovation and Ministry of Gender, Children and Social Protection (2021). [Climate Change Gender Action Plan](#).
- Government of Kenya (2021). [In-depth Gender Analysis in the Context of Kenya's Nationally Determined Contribution \(NDC\)](#)
- Government of Malawi, NDC Partnership (2021). CAEP Support: Malawi NDC Implementation Plan and M&E Framework

- Ilesanmi, O. (2018). [Women's Visibility in Decision Making Processes in Africa—Progress, Challenges, and Way Forward](#). *Front. Sociol.* 3:38. doi: 10.3389/fsoc.2018.00038
- International Labour Organisation (2018). News release: [ILO calls for urgent action to prevent looming global care crisis](#).
- International IDEA, (2021). *Women's Political Participation -Africa Barometer 202*. Stromsborg: International IDEA
- Madsen, D.H. (2021). *Gendered Institutions and Women's Participation Representation in Africa*. London: Zed Books
- Maina, R. & Emrullahu (2022). [Climate Change in Sub-Saharan Africa Fragile States: Evidence from Panel Estimations](#). International Monetary Fund, Working Paper No. 2022/054
- The Gender Office, International Union for Conservation of Nature – IUCN (2011). [National Strategy for Mainstreaming Gender in Climate Change In Egypt](#).
- NDC Partnerships (2020). *Screening Guideline for Gender Integration in the MRV system Development Process*
- Department of Climate Change Federal Ministry Of Environment of Nigeria , (2020). [Nigeria National Action Plan on Gender and Climate Change](#)
- Republic of Rwanda, Ministry of Gender and Family Promotion,(2021). [Revised National Gender Policy Accelerating the Effectiveness of Gender Mainstreaming and Accountability for National Transformation](#).
- Schalatek, L. (2022). [Gender and Climate Finance](#). Climate Fund Update.
- Seidu, A., Ahinkorah, B., Armah-Ansah, E.K. et al. (2022). [Women's household decision-making power and contraceptive use in Mali](#). *Reprod Health* 19, 232.
- Steady, F.C. (2014). [Women, climate change and liberation in Africa](#). *Race, Gender & Class*, 312-333
- UNDP (2016): [Gender Equality in National Climate Action: Planning for Gender- Responsive Nationally Determined Contribution](#) New York: UNDP
- UN Women (2022). Explainer: [How gender inequality and climate change are interconnected](#).
- UNDP (2022). Human Development Report 2021-22: [Uncertain Times, Unsettled Lives: Shaping our Future in a Transforming World](#). New York.
- UNDP (2020). *Strengthening Nature-Based Solutions Within Zambia Nationally Determined Contribution: Nature for climate briefing*
- UNDP, Government of Nigeria (2021). [Measuring Socio Economic Impact of Climate Policies to Guide NDC Enhancement and a Just Transition Green Jobs Assessment in Nigeria](#).
- UNESCO (2017). [UNESCO and gender equality in Sub-Saharan Africa: innovative programmes, visible results](#).
- UNFCCC (2020). [Climate Change is an Increasing Threat to Africa](#).
- World Bank (2014). *Voice Agency and Empowering Women and Girls for Shared Prosperity* [https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Gender/Voice\\_and\\_agency\\_LOWRES.pdf](https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Gender/Voice_and_agency_LOWRES.pdf)
- World Meteorological Organization (2020). [State of the Climate in Africa](#).



## Annexe 1 : Aperçu des conditions favorables à une action climatique sensible au genre en Afrique

Activation	Action	Vision	Exemple de pays
Volonté politique	Le Ministère de l'environnement et de la foresterie perçoit l'égalité des genres comme une composante essentielle de l'action climatique. Les efforts d'intégration de la dimension de genre dans tous les domaines sont visibles, notamment par la nomination de Points Focaux Nationaux pour le Genre et le Changement Climatique (NGCCFPs).	Le Rwanda dispose d'une Vision 2050 qui fait de la Promotion du Genre et de la Famille l'un de ses domaines transversaux.	Le gouvernement soutient le leadership et le développement des carrières des femmes. Plusieurs postes de haut niveau dans le pays sont occupés par des femmes. Le pays a organisé un symposium sur le changement climatique en 2019 qui s'est concentré sur le genre et le changement climatique.
Structures de gouvernance inclusives	La composition du personnel des institutions chargées de la mise en œuvre de la lutte contre le changement climatique est inclusive. L'inclusivité est également assurée par la programmation.	Le Rwanda dispose d'un Mécanisme National pour le Genre qui fait partie de son cadre de gouvernance.	La mise en œuvre de la CDN de l'Ouganda suit une approche sectorielle. Les secteurs concernés par le changement climatique sont tenus d'intégrer la dimension de genre dans la planification et la mise en œuvre des actions climatiques.
Structures de gouvernance inclusives	Le pays a mis en place des départements chargés du changement climatique qui ont pour mission d'assurer l'intégration de la dimension de genre dans les secteurs du changement climatique et dans les politiques de genre.	Le Liberia disposait d'un modèle sensible au genre appelé Évaluation des risques de vulnérabilité climatique dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche, ainsi que d'une évaluation des risques de vulnérabilité climatique dans le secteur de la santé et le secteur côtier. L'évaluation prend en compte les risques interpersonnels et le genre et a contribué aux plans et stratégies d'adaptation au changement climatique dans différents secteurs.	Le Nigeria dispose, entre autres, d'un Ministère Fédéral de la Condition Féminine, d'un Ministère Fédéral de l'Environnement (Point Focal National de la CCNUCC sur le Genre et le Changement Climatique), d'un Comité Interministériel sur le Changement Climatique, d'un Centre National pour le Développement des Femmes, et d'un Conseil National des Sociétés Féminines (NCWS).
Structures de gouvernance inclusives	Le Ministère du Genre est représenté au sein du Comité Technique National sur le Changement Climatique et du Comité de Pilotage sur le Changement Climatique. Il est à noter que dans la plupart des institutions ou secteurs du Malawi, il n'y a pas d'experts en matière de genre pour garantir l'intégration des questions quotidiennes de genre dans le changement climatique.	NA	Plusieurs entités se concentrent sur le genre, notamment la Commission du Genre du Zimbabwe et le Ministère des Affaires Féminines, de la Communauté, des Petites et Moyennes Entreprises. Le Département de Gestion du Changement Climatique (CCMD) dispose également d'un Point Focal pour le Genre.

## Annexe 2 : Intégration de la dimension de genre dans les CDN révisées des pays africains

Les considérations de genre intégrées dans les CDN révisées	Nombre total de pays	Liste des pays
CDN qui mentionnent le “genre”, les “femmes” ou les deux	39	Angola Bénin Burkina Faso Burundi Cap-Vert Cameroun République centrAfricaine Tchad Comores République démocratique du Congo (RDC) Cote d’Ivoire Eswatini (Swaziland) Éthiopie Ghana Guinée Guinée-Bissau Kenya Liberia Malawi Mali Mauritanie Maurice Mozambique Namibie Niger Nigeria Rwanda Sao Tomé-et-Principe Seychelles Sierra Leone Afrique du Sud Soudan du Sud Tanzanie (république-unie de) Gambie Togo Ouganda Zambie Zimbabwe

Les considérations de genre intégrées dans les CDN révisées	Nombre total de pays	Liste des pays
Les CDN qui mentionnent le genre/les femmes en relation avec l'adaptation	34	Bénin Burkina Faso Burundi Cap-Vert Cameroun République centrafricaine Tchad République démocratique du Congo (RDC) Côte d'Ivoire Eswatini (Swaziland) Éthiopie Ghana Guinée Guinée-Bissau Kenya Liberia Malawi Mali Mauritanie Maurice Namibie Niger Nigeria Rwanda Sao Tomé-et-Principe Seychelles Sierra Leone Soudan du Sud Tanzanie (république-unie de) Gambie Togo Ouganda Zimbabwe
Les CDN qui mentionnent le genre/les femmes en relation avec l'atténuation	27	Bénin Burkina Faso Cap-Vert République centrafricaine Tchad Congo (République) Côte d'Ivoire Eswatini (Swaziland) Éthiopie Ghana Guinée Kenya Liberia Malawi Mali Mauritanie Nigeria Rwanda Sao Tomé-et-Principe Seychelles Sierra Leone Soudan du Sud Tanzanie (république-unie de) Gambie Togo Ouganda Zimbabwe

Les considérations de genre intégrées dans les CDN révisées	Nombre total de pays	Liste des pays
Les CDN qui mentionnent le genre/les femmes au niveau sectoriel	32	Bénin Burkina Faso Burundi Cap-Vert Cameroun République centrAfricaine Tchad Comores République démocratique du Congo (RDC) Cote d'Ivoire Eswatini (Swaziland) Éthiopie Ghana Guinée Guinée-Bissau Liberia Malawi Mali Mauritanie Namibie Niger Nigeria Rwanda Sao Tomé-et-Principe Seychelles Sierra Leone Soudan du Sud Gambie Togo Ouganda Zimbabwe
Les CDN qui reconnaissent les femmes comme un groupe vulnérable	25	Bénin Cap-Vert Cameroun République centrAfricaine Tchad Comores République démocratique du Congo (RDC) Cote d'Ivoire Eswatini (Swaziland) Ghana Guinée-Bissau Kenya Malawi Mali Mauritanie Namibie Nigeria Sao Tomé-et-Principe Seychelles Sierra Leone Soudan du Sud Gambie Ouganda Zimbabwe

Les considérations de genre intégrées dans les CDN révisées	Nombre total de pays	Liste des pays
Les CDN qui reconnaissent les femmes comme agents de changement	9	Cap-Vert Guinée-Bissau Mali Mauritanie Namibie Sao Tomé-et-Principe Sierra Leone Soudan du Sud Zimbabwe
Les CDN qui favorisent l'autonomisation des femmes	26	Bénin Burundi Cap-Vert Cameroun République centrafricaine Tchad Comores RDC Cote d'Ivoire Eswatini (Swaziland) Éthiopie Ghana Guinée Kenya Liberia Mali Mauritanie Namibie Nigeria Seychelles Sierra Leone Soudan du Sud Gambie Togo Ouganda Zimbabwe

## Annexe 3: Données primaires (entretiens)

Institutions des répondants	Date de l'entretien
Cameroun Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	28 Août 2022
République démocratique du Congo Ministère du Genre et de l'Enfance Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature, des Eaux et Forêts	31 Août 2022 5 Septembre 2022
Gambie Département de la Gestion des Terres Ministère de l'Agriculture Ministère de l'Environnement, du Changement Climatique et des Ressources Naturelles	31 Août 2022 5 Septembre 2022 7 Septembre 2022
Kenya Unité sur le Changement Climatique du Ministère de l'Agriculture Ministère de l'Environnement et de la Foresterie Commission Nationale pour le Genre et l'Égalité Réseau Africain des Femmes et du Développement (FEMNET)	2 Septembre 2022 6 Septembre 2022 23 Août 2022 2 Septembre 2022
Liberia Conservation International, Liberia Agence de Protection de l'Environnement du Libéria PNUD	23 Août 2022 28 Août 2022 25 Août 2022
Malawi Ministère du Genre, du Développement Communautaire et de la Protection Sociale Ministère de l'Agriculture Ministère du Genre, de l'Enfance, du Handicap et de la Protection sociale Ministère des Ressources Naturelles et du Changement Climatique	29 Août 2022 6 Septembre 2022 29 Août 2022 31 Août 2022
Nigeria Ministère de l'Environnement Département du Changement Climatique Ministère des Ressources en Eau Ministère de l'Agriculture, Bureau du Genre Ministère de la Condition Féminine	29 Août 2022 31 Août 2022 30 Août 2022 30 Août 2022 30 Août 2022
Rwanda Ministère de l'Environnement	7 Septembre 2022
Tunisie Société civile Ministère de l'Environnement	2 Septembre 2022 17 Septembre 2022
Ouganda Département du Changement Climatique, Ministère de l'Eau et de l'Environnement Soutien aux Femmes dans l'Agriculture et l'Environnement	1 Septembre 2022 23 Août 2022
Zambie Ministère des Ressources en Eau Ministère du Genre Ministère des Finances	5-6 Septembre 2022 4 Septembre 2022 3 Septembre 2022
Zimbabwe Département de Gestion du Changement Climatique Commission de la Foresterie Commission du Genre Ministère de la Condition Féminine ONU Femmes	1 Septembre 2022 4-5 Septembre 2022 26 Août 2022 28 Août 2022 26 Août 2022





Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

[www.undp.org/fr](http://www.undp.org/fr)

@pnudfr

[climatepromise.undp.org/fr](http://climatepromise.undp.org/fr)

@UNDPClimate